

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2829 | 65^e année | Du 1^{er} au 14 décembre 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



Abandons de souveraineté :

La France en danger

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

L'énergie nucléaire
en ballottage p. 2

✓ POLITIQUE

Projet présidentiel : Marine Le Pen
peut mieux faire p. 4

✓ SOCIÉTÉ

Repenser le populisme p. 5

Roselyne Bachelot
et la "case en trop" :
demoiselle en détresse p. 6

✓ MONDE

Traités européens :
l'ultime ligne de défense p. 7

Bernard Lugan :
ré-africaniser l'Afrique p. 8

Islamisme rampant
en Tunisie p. 9

Incertitudes en Égypte p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Dans le Paris
de Louis-Ferdinand Céline p. 10

L'histoire sur papier glacé p. 11

✓ HISTOIRE

Philippe V, un Bourbon
en Espagne p. 12

✓ IDÉES

Barbey d'Aurevilly
et l'esprit chevaleresque p. 13

Jeanne d'Arc,
sainte du compromis p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

L'Action française,
une histoire intellectuelle p. 14



Page 3

Faire cendres à part

IL EXISTE dans le cimetière de Telgruc, en presqu'île de Crozon, deux tombes géminées qui n'intéressent que moi. Dedans ou en-dessous et depuis 1861 repose Hervé Savina, notaire, maire de Telgruc pendant plus de quarante ans, conseiller général du Finistère et parent collatéral de votre serviteur. Doyennes des sépultures, elles détonnent avec leurs blocs de granite et leurs plaques d'ardoise dans un cimetière exclusivement en marbre, comme ils le sont tous à présent, froids, impersonnels et rigides. Sur cette tombe que nous négligeons tous, a surgi comme une menace à la Toussaint dernière un panonceau signalant l'expiration de la concession. À Telgruc, on ne parie plus sur l'éternité, la concession ne dure que dix ans.

Aussitôt, je me précipite à la mairie, agrippe la secrétaire à l'accueil et expose mon souci. Ainsi, il sera prouvé qu'en 2011, à Telgruc, on jette à la voirie sans plus de formalités les restes d'un homme qui, admirable ou méprisable, constitua une part de l'histoire locale au XIX^e siècle ? « Mais mon bon Monsieur, c'est si loin tout ça. Qui se souvient ? Non, la famille doit payer la concession ou récupérer les pierres et les corps. » « J'entends bien Madame ! Je suis là pour éviter cela justement ! » À bout d'autorité, je jetais l'argument suprême, imparable selon moi, en évoquant la réception de Napoléon III à Quimper en 1858 par les notables du Finistère, et donc Hervé Savina. Mais pour la secrétaire de mairie, Napoléon III ou Nabuchodonosor, c'est tout un ! Seule compte la légalité, l'efficacité et la technique.

Ces deux tombes ont pourtant à nous apprendre et cette femme ne le voit pas. Ces tombes me dépassent. Bien plus que mon simple patronyme, elles participent de la cohésion d'une communauté d'habitants, elles rappellent aux enracinés comme aux nomades qu'ils ne sont pas dans rien, qu'ils ne sont pas neufs. Ni morbide, ni égocentrique, je vois là la désincarnation du monde, son désir inconscient de la table rase, une civilisation sans distinction, sans contraste, sans mémoire comme sans espérance, où le cimetière est relayé entre la voie ferrée et la grande distribution. Jean Fourastié a tout dit en rappelant qu'autrefois « les cimetières étaient au cœur des villages comme la mort était au cœur de la vie ». Que restera-t-il de nous si même nos villages démissionnent ? □

Marc Savina

« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

M 01093 - 2829 - F: 4,00 €



□ ÉNERGIE

Le nucléaire en ballottage

À l'approche de l'élection présidentielle, la politique énergétique de la France fait l'objet d'un marchandage entre socialistes et écologistes, visiblement en manque d'atomes crochus.

La catastrophe nucléaire de Fukushima a marqué les Français comme le monde entier. Mais c'est sans scrupule que les Verts ont été les premiers à s'en "servir" politiquement. Le psychodrame sur l'accord de gouvernement Verts-PS nous l'a rappelé dans toute sa froideur. En liant une position de fond sur l'avenir de la filière nucléaire à un échange de circonscriptions aux prochaines législatives, les alliés de gauche ont vu leur crédibilité prendre un sérieux coup. Ce troc partisan, avec entre autres le parachutage sur Paris de la secrétaire des Verts Cécile Duflot, ce qui irrite d'ailleurs profondément Bertrand Delanoë, choque jusqu'aux syndicalistes CFDT d'Areva qui refusent de voir les travailleurs considérés comme des « pions ».

Un capitaine de pédalo

Ce marchandage électoral entre bobos parisiens exaspère aussi la France industrielle et interpelle sur les capacités d'analyse et de gouvernement du « capitaine de pédalo » (dixit Mélenchon) qui, dans un même accord, milite pour le démantèlement de la filière Mox (un combustible nucléaire) et le maintien de l'EPR, le réacteur nucléaire de troisième génération d'une puissance de 1 650 mégawatts. Belle incohérence. Que ne ferait-on pas en échange d'un groupe parlementaire qui assurera de confortables revenus au mouvement écolo... Il est vrai que l'enjeu n'est pas si anodin qu'il y paraît puisqu'il semblerait que les Verts soient au bord de la faillite ! De quoi mettre à mal la probité du "juge rouge" et de ses amis sur la sincérité de leur engagement anti-nucléaire...

Il est particulièrement navrant que la stratégie industrielle de la France soit bradée à la faveur d'un accord politicien qui, soit dit en passant, ignore tout de la réalité économique. On discute de l'arrêt de la production du Mox (mélange de plutonium et d'uranium



La centrale nucléaire de Chooz

permettant de réutiliser les combustibles travaillés à La Hague et à Marcoule) de façon totalement abstraite. Car dans l'industrie, on ne réduit pas la production de façon homothétique, et il arrive un moment où la perte de production implique une chute de la rentabilité de l'activité, vu qu'on réduit les économies d'échelle.

L'EPR en sursis

À l'arrêt prévu par l'accord Verts-PS de vingt-quatre réacteurs, les plus anciens paraît-il, il aurait fallu ajouter, selon les écologistes, celui de la construction de l'EPR à Flamanville, qui doit s'achever en 2016 : un élément de la modernisation nucléaire de la France qui faisait jusqu'alors consensus, François Mitterrand n'ayant pas interrompu l'effort en la matière. Dans

l'atome comme dans l'espace, la France a été pionnière ; elle a obtenu son indépendance énergétique, cœur nucléaire, si on me permet ce jeu de mots facile, de notre souveraineté nationale. Il s'agit aujourd'hui d'un moteur de croissance qui fait vivre plus de 410 000 salariés et près de 450 entreprises spécialisées. On peut même estimer qu'un certain nombre d'industries maintiennent leur localisation en France du fait, entre autres, d'une électricité dont le coût est 40 % inférieur à la moyenne européenne et qui, issue du pétrole ou du gaz importés, serait beaucoup plus chère encore, soit l'équivalent d'environ 500 000 emplois. Par ailleurs, les experts financiers évaluent à 750 milliards d'euros la sortie du nucléaire pour la France, soit trois fois plus que pour l'Allemagne,

dont seulement un quart de l'énergie était d'origine nucléaire. Chacun concédera qu'après les catastrophes des deux dernières décennies, les Français portent légitimement une attention particulière à l'avenir du nucléaire. Et tous doivent avoir en tête les investissements importants que le pays devra consentir au titre de la sûreté des centrales, pour procéder aux aménagements tirés des enseignements du drame de Fukushima. Mais trois ans après le Grenelle de l'environnement, force est de constater que le nucléaire continue de fournir les trois quarts de la production électrique de la France. Les éoliennes, elles, n'alimentent qu'une goutte d'eau dans l'océan de la consommation énergétique.

Le mirage des éoliennes

C'est la vérité dans toute sa crudité : les énergies renouvelables, que chacun voudrait voir bien sûr développer et dont on nous bassine les oreilles depuis le Grenelle de l'environnement, représentent péniblement 15 % de la production d'électricité... Indépendamment du coût réel du nucléaire (qui, certes, devrait prendre en compte des coûts induits importants mais difficilement chiffrables, comme ceux du démantèlement des centrales ou du stockage des déchets), l'alternative n'a que peu de marge... Même en couvrant la totalité du territoire national d'éoliennes ! On estime en effet à 100 000 le nombre d'installations éoliennes nécessaires pour remplacer la puissance productrice des cinquante-neuf réacteurs français.

Tandis que la lutte contre le réchauffement climatique demeure la priorité numéro 1, que les constructeurs souhaitent parallèlement développer les voitures électriques et que les écologistes promeuvent les TER (les trains régionaux) dans les conseils régionaux, il faudra bien se faire une raison et ne pas tourner le dos au nucléaire. En pleine crise mondiale, ménages et industriels français ne peuvent se permettre aucune fantaisie idéologique. Que Hollande et Duflot fassent "leur petite popotte dans leur petite gamelle" ne regarde que leur honneur : s'ils jouent avec l'avenir de la France, c'est nous qui allons les renvoyer en cuisine... électorale bien sûr ! ■

Philippe Lornel

» DÉMONDIALISATION

Croulant sur le poids des dettes publiques, le Vieux Continent inspire une méfiance croissante aux investisseurs étrangers. De fait, les fonds monétaires américains réduisent leur exposition aux banques européennes. Vis-à-vis des établissements français, celle-ci serait passée de 6,7 % de leurs actifs fin septembre à 5,5 % fin octobre. Conséquence de la morosité des marchés d'actions et du manque de liquidités, « les modèles de financement des banques se retrouvent profondément modifiés », résume *Les Échos*. Se tournant davantage vers la BCE, elles se replient, par ailleurs, sur leur marché domestique : « Nous sommes face à un mouvement de "rerégionalisation" voire de renationalisation générale en Europe », constate un observateur cité par nos confrères.

» DÉLOCALISATIONS

Le spectre des délocalisations n'est pas un apanage occidental. En Chine, des milliers de salariés se seraient mis en grève dans une usine de Yucheng, où sont confectionnées, notamment, des chaussures Addidas et Nike. Ils craignent que leur activité soit transférée dans une autre province du pays. Quant à Shanghai Fosun High Technology, « le plus gros groupe privé » de l'empire du Milieu selon le *Courrier international*, il lorgne vers l'Indonésie... Depuis quelques mois, la Chine serait d'ailleurs devenue la première destination des exportations indonésiennes.

— L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Directeur éditorial : François Marcilhac
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique : Jean-Philippe Chauvin,
Aristide Leucate, Marc Savina

Société : Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menuisier

Europe : Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique
Beaumont, Charles-Henri Brignac,
Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux,
Yves Lenormand

Idées : Stéphane Blanchonnet,
Dimitri Julien, François Marcilhac,
abbé Guillaume de Tanoüarn

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

DETTE

Adjudications patriotiques

Belges et Italiens sont appelés à souscrire des obligations d'État.

L'ESPAGNE s'est endettée à des taux record à l'occasion de l'adjudication du 17 novembre (6,975 % à dix ans). « C'est une catastrophe nationale. Plus personne ne nous prête », a déploré le directeur du quotidien *El Mundo*, Pedro José Ramirez,

cité par *Les Échos*. Boudé par les créanciers institutionnels, Madrid devrait-il se tourner vers les particuliers ? Rome et Bruxelles s'y sont essayés ces derniers jours, avec un relatif succès aux dires des autorités, qui avaient veillé à accompagner l'événement d'une publicité inédite.

Si cette possibilité leur était offerte, 30 % des Français seraient disposés à souscrire des obligations d'État, selon un sondage réalisé par Haris Interactive pour Jolpress et Images & Stratégie. Ce faisant, peut-être contribueraient-ils à rapatrier une dette dont les deux tiers sont détenus par des

créanciers étrangers. Reste que les sommes collectées de la sorte apparaissent relativement marginales au regard des besoins. D'ici la fin de la semaine, la Belgique espérerait lever 2 milliards d'euros. Un chiffre à comparer à l'ampleur de sa dette, qui dépasse les 350 milliards d'euros... Acceptant de renoncer à leur commission, les banques italiennes n'ont pas caché le caractère symbolique de leur opération. De leur point de vue, il s'agirait néanmoins d'« une contribution importante pour montrer la confiance que les italiens ont en leur propre pays », rapporte *La Tribune*. ■ G.D.



La France en danger

Alain Juppé, invité de Patrick Cohen sur *France Inter*, le jeudi 24 novembre au matin, déclara sans sourciller que la Libye cherchait actuellement sa voie vers la liberté... Le présentateur, complaisant, ne demanda pas à notre inénarrable ministre des Affaires étrangères s'il convenait de juger ainsi le passage d'un despotisme clanique à la charia. Mais, vexé de n'avoir pas su anticiper un "printemps arabe" qui, si on en croit Bernard Lugan, n'a jamais existé, le gouvernement français semble aujourd'hui en rajouter alors que les islamistes, qui contrôlent directement la Cyrénaïque¹, ont accédé au pouvoir en Tunisie et s'apprêtent à diriger une Égypte ensanglantée mais toujours contrôlée par l'armée et qui, ce lundi, votait. Quant à la Syrie, lâchée par une Ligue arabe qui a trouvé là un terrain d'entente, elle continue de s'enfoncer dans une guerre civile à laquelle la chute de Bachar al-Assad serait loin de mettre un terme, tant est que la grille de lecture droit-de-l'homme des démocraties occidentales est loin de refléter une réalité plus ethnique qu'idéologique. Il n'y a pas d'un côté les méchants suppôts de la dictature et de l'autre les bons apôtres de la démocratie : le laisser penser, afin de justifier une politique étrangère erratique, expose à dire n'importe quoi pour convaincre les Français du bien-fondé de la politique présidentielle...

Fort heureusement, le Maroc tranche avec un "printemps arabe" qui n'en finit pas de patauger dans le sang. Si les islamistes du Parti de la Justice et du Développement arrivent en tête aux élections législatives anticipées qui font suite à la réforme de la constitution, c'est loin d'être le raz-de-marée escompté par des *media* qui y auraient vu la confirmation de l'inutilité des efforts du roi du Maroc pour adapter son pays au XXI^e siècle tout en conservant les principes intangibles d'une monarchie à la fois active et arbitrale. Plébiscité unanimement par son peuple à la fin du mois de juin dans un référendum dont personne n'a pu contester la régularité, Mohammed VI, désormais obligé de prendre son Premier ministre dans le parti majoritaire, n'en continuera pas moins d'inspirer largement la politique du royaume, garant suprême du bien-être des Marocains.

En France, au contraire, aucun garde-fou ne peut interdire l'arrivée au pouvoir d'un parti opposé aux intérêts fondamentaux du pays ou à son identité profonde. Ainsi le veut la République. Le pays légal a pu déjà, en toute impunité, abandonner des pans entiers de notre souveraineté... en s'opposant frontalement au suffrage universel, ce qui est un

comble pour un régime censé reposer sur le mythe de la volonté générale ! Mais les mois à venir, jusqu'à l'échéance de 2012, s'annoncent particulièrement dramatiques sur le plan de l'indépendance nationale : l'agitation europhile du pouvoir face à la crise ou les négociations politiciennes en vue de signer des alliances électorales, même au prix de la place de la France dans le monde, sont malheureusement le lot d'une *nomenklatura* dénationalisée qui partage l'essentiel sur le plan idéologique et veut continuer de profiter des avantages, souvent sonnante et trébuchant, du pouvoir.



Alors que Jacques Attali déclarait il y a peu que l'euro pourrait fort bien ne pas passer Noël, Nicolas Sarkozy vient, sur l'ordre d'Angela Merkel, de franchir un nouveau pas dans la voie d'un fédéralisme sévère. Sûre de devenir le chancelier d'une fédération européenne dirigée par un IV^e Reich en meilleure forme économique que nous, elle n'a pas cessé d'obtenir, depuis le début de la crise, de nouveaux gages de soumission, ne faisant d'apparentes concessions que pour mieux faire triompher ses vues et marginaliser un partenaire français décredibilisé sur le plan international, comme le G20 de Cannes, où Sarkozy n'a existé que dans l'ombre de Merkel, d'Obama ou de Hu Jintao, l'a malheureusement confirmé.

C'est ainsi que le chancelier a obtenu la formation d'une Europe des Six intégrée, sans contrepartie, même verbale, sur le rôle de la BCE ou la "solidarité financière". Il est vrai qu'Alain Juppé avait annoncé la couleur en se déclarant, à l'automne dernier, favorable au fédéralisme européen. L'euro ne contribue pas seulement à la faillite de notre économie et à la désindustrialisation du pays. Il est également le cheval de Troie de notre soumission,

la crise financière représentant le levier que l'Allemagne attendait pour s'imposer... sur le plan politique. Car ce nouveau pacte, articulé autour des six pays de la zone euro bénéficiant - encore - du triple A (France, Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Finlande, Luxembourg) aura le "mérite" d'imposer un corset de fer aux États en évitant de devoir recourir à un nouveau traité... Visant une plus grande rigueur financière, il permettra surtout aux autorités européennes... et à Berlin, de surveiller les budgets nationaux, jusqu'à l'envoi de missions sur place ! De plus, les États membres de cette fédération de fait, réduits à de simples régions administratives, ne s'engageront plus seulement sur le plan budgétaire : ils devront également procéder à des réformes structurelles. Et pour quels résultats ? Le chômage et la récession ?

La conclusion d'un accord entre le Parti socialiste et les Verts ne saurait, de ce point de vue, rassurer, car ils partagent avec l'UMP et les centristes une même vision supranationale et mondialiste. La preuve ? Les socialistes ont promis aux Verts de brader notre droit de veto à l'ONU, voire de donner à Bruxelles notre siège permanent au Conseil de sécurité, qui contribue, avec l'arme nucléaire, à préserver le rang de la France dans le monde. S'il existe des socialistes patriotes - Chevènement, par exemple, qui a vigoureusement protesté -, il n'en est pas de même des écologistes "politiques", intellectuellement antipatriotes. C'est ainsi que leur candidate, la franco-norvégienne Gro-Eva Joly, également opposée à notre armement nucléaire, a déclaré que le droit de veto de la France à l'ONU est « *un privilège dépassé, réservé à quelques pays* », et que Cécile Duflot, la patronne des écologistes, le juge « *anachronique* ». Si, devant les protestations, Hollande a fait mine de revenir en arrière, comme pour l'EPR, ce qui en dit long sur son absence de stature présidentielle, le fait qu'il ait pu envisager une telle mesure, d'ailleurs réclamée par Bruxelles, révèle un manque d'"instinct national" qui le rend indigne de son ambition.

La France est en danger : aura-t-elle le temps d'attendre mai 2012 ? Et si oui, pour quoi, pour qui, alors que la menace réside essentiellement dans le régime lui-même ? Il nous appartient d'aider activement à la prise de conscience par le peuple français de la nécessité d'en changer. □

François Marcilhac

1 - Sur ces sujets lire le dernier numéro de *L'Afrique réelle* de Bernard Lugan, à commander sur internet.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Une priorité : aider le journal

UN JEUNE LECTEUR au numéro, qui nous envoie son premier abonnement, nous encourage : « Depuis plusieurs mois, et malgré le chemin qui reste à parcourir, il me semble que le journal a trouvé un ton plus politique, plus cohérent et plus dynamique dans le traitement de l'actualité, sans avoir le moins du monde renoncé à ses

principes. L'éditorial de François Marcilhac y est pour beaucoup. » Vous aussi, n'hésitez pas à nous écrire pour nous dire vos souhaits et nous permettre de continuer à améliorer L'AF 2000. Pour aider le journal, abonnez-vous si vous ne l'êtes pas encore. Et recrutez des abonnés,

et puis, apportez votre obole à la souscription si vous ne l'avez pas déjà fait. Mieux, souscrivez un versement mensuel (10, 20, 30 euros ou plus), il vous sera plus facile à honorer.

Merci d'avance. □

Marielle Pujo

Liste n° 16

Virements réguliers : M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; M^{me} Bellegarde, 20 ; Marius Guigues, 21,36 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,72.

Robert Thomas, 50 ; Claude Taggiasco, 100 ; Fernand Estève, 200.

Total de cette liste	503,19 €
Listes précédentes	8 880,49 €
Total	9 383,68 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ PROJET PRÉSIDENTIEL

Marine Le Pen peut mieux faire

Parmi les thématiques mises en exergue dans le programme présidentiel de Marine Le Pen figurent la construction européenne, la défense, le soutien à l'industrie, la justice et l'immigration... Aperçu commenté.

C'est lors d'un Banquet des Mille, qui s'est tenu le samedi 19 novembre dernier à Paris, que Marine Le Pen a lancé officiellement sa candidature, par un discours brossant les grandes lignes de son « *projet présidentiel* », dont elle souhaite qu'il soit « *celui du peuple, porté par le peuple et à son bénéfice exclusif* ». Pourtant, tout en reprenant des fondamentaux tournés vers la « *priorité nationale* », on a parfois l'impression que la candidate s'est arrêtée au milieu du gué.

Ministère des Souverainetés

Certes, il convient de saluer l'annonce d'un ministère des Souverainetés « *chargé de coordonner sur un plan technique la renégociation des traités* » européens, car il est nécessaire de retrouver « *la hiérarchie des normes qui prévalait avant les dérives jurisprudentielles* » et que « *la loi française [retrouve] sa supériorité sur le droit européen* ».

De même, nous ne pouvons qu'approuver les efforts envisagés en matière de défense nationale (revenir « *progressivement sur cinq ans à 2 % du PIB* » contre moins de 1,6% aujourd'hui, le budget des armées s'élevait encore à 3 % à la fin des années quatre-vingt), efforts accompagnés d'une reconstitution des filières industrielles de la défense. L'organisation d'une garde nationale de cinquante mille réservistes rejoint également nos préoccupations. De même la volonté de se tourner vers la mer. En revanche, nous trouvons bien timide la dénonciation de la participation de la France au commandement intégré de l'OTAN, surtout si nous devons nous rapprocher de la Russie, dans le cadre de partenariats industriels ou d'une alliance stratégique. L'OTAN, depuis la chute du communisme, n'a plus de raison d'être, sinon de perpétuer l'hégémonie américaine : il convient de la quitter purement et simplement.

On se souvient que son éloge de l'État, lors de son discours d'investiture de Bourges, l'hiver dernier, avait fait grincer quelques dents : Marine Le Pen prône un « *État fort* », qui soit « *la fer de lance de la réindustrialisation de la France* », notamment au travers d'une Planification stratégique de la réindustrialisation. Résurgence soviétique ? Les royalistes y verront plutôt le retour à une conception capétienne, abandonnée à la fin du siècle dernier, alors qu'elle avait permis à la France de réussir le tournant industriel et technologique des années soixante-soixante-dix. D'autant que cette planification stratégique devrait s'accompagner d'un retour



au franc qui ira « *de pair avec le rétablissement des prérogatives de la Banque de France en matière monétaire, y compris la capacité de consentir des avances au Trésor* ». On le voit, c'est une politique ambitieuse en matière économique, industrielle et financière (avec la séparation des banques de dépôt et d'affaires, voire une nationalisation « *même partielle et temporaire* » des premières en cas de difficultés) qui est ici dessinée, politique dans laquelle les PME-PMI seront appelées à jouer un rôle essentiel, grâce notamment à la mise en place d'un « *small business act* » à la française.

L'école négligée

On regrettera en revanche l'oubli des entreprises de taille intermédiaire, fer de lance de la réussite allemande. Dommage également que, sur le plan social, le projet ne prévoit pas l'abrogation de la loi libéralisant le travail le dimanche : c'eût été un signal fort, lancé notamment en direction du petit commerce, par ailleurs privilégié contre la grande distribution..., et de la famille, sur laquelle le projet est bien timide, même s'il garantit l'essentiel en refusant le "mariage" et l'adoption homosexuels. On attend mieux aussi sur l'avortement : sans être bouleversé (on sait que Marine Le Pen s'y refuse non sans arguments), le cadre législatif actuel pourrait être amélioré en vue de permettre une meilleure promotion de la vie.

Nous ne pouvons évidemment évoquer l'intégralité du programme dans le cadre restreint de cet article. Nous dirons toutefois notre déception s'agissant de l'école,

survolée plus que traitée. La nostalgie des "hussards noirs" de la République est insuffisante à surmonter les défis posés en termes d'acquisition des fondamentaux, de culture générale et d'orientation au lycée, lequel est le grand absent du projet. Et pourquoi étaler sur cinq ans la suppression du collège de l'échec ?

Justice populiste

On attend toujours le Front national sur la sécurité et l'immigration. S'agissant de la première, pourquoi en remettre une couche sur la constitution de nouveaux jurys d'assises pour la libération conditionnelle des condamnés les plus lourds, alors même que la loi démagogique sur les jurés populaires en correctionnelle n'est pas remise en cause ? N'en demandons pas trop aux citoyens, alors qu'aucun rééchelonnement des peines ni un plus strict encadrement des pratiques judiciaires ne sont évoqués, lesquels seraient plus efficaces qu'une douteuse « *responsabilité personnelle des magistrats en cas d'erreur judiciaire, ou de faute* » : confondre l'une et l'autre est démagogique. On est par ailleurs étonné de l'absence de toute mesure visant à supprimer la nationalité des criminels naturalisés récents. En cas de besoin, le conflit avec le Conseil constitutionnel ne doit pas être évité. Ce serait alors au peuple de décider.

S'agissant de l'immigration, l'essentiel y est : réduction drastique des entrées légales et des (faux-vrais) demandeurs d'asile, suppression du regroupement familial comme celle des pompes aspirantes ou remise en cause des accords de Schengen. De même,

s'agissant de l'interdiction de la double nationalité, « *en dehors* », toutefois, « *des cas de double nationalité avec un autre pays membre de l'Union européenne* ». Ou comment ne pas trop charger la barque des futurs contentieux avec Bruxelles... Le Front national rejoint également notre souhait de supprimer, dans le droit français, la possibilité de régulariser les clandestins. En revanche, nous sommes plus dubitatifs sur la volonté de faire du « *racisme antifrçais* » (expression à valeur journalistique plus que juridique, car la France, « *c'est mieux qu'un race, c'est une nation* », selon le mot définitif de Bainville) « *une circonstance particulièrement aggravante* » en cas de crime ou de délit : il faut en finir avec l'héritage juridique des dernières décennies plutôt que de se l'approprier, ce qui est encore une façon de le légitimer.

L'expression muselée

Or, bien que Marine Le Pen ait fait des déclarations en ce sens et qu'elle ait nommé récemment, en la personne de Karim Ouchikh, un remarquable conseiller à la liberté d'expression, le projet est étonnement muet sur le sujet : aucune remise en cause de la législation liberticide adoptée depuis 1972. Chacun sait pourtant qu'aucune réforme politique, et surtout intellectuelle et morale, ne pourra se faire en profondeur sans l'abrogation de ces lois qui interdisent tout débat public ou le soumettent au bon plaisir des magistrats et des "associations", tout en encourageant le communautarisme, que la candidate prétend par ailleurs combattre notamment par l'inscription dans la

Constitution d'un article jacobinissime stipulant que « *la République ne reconnaît aucune communauté* »... Attention à ne pas nuire à la richesse culturelle et associative ni à l'identité religieuse du pays : le terme "communauté" est bien vague !

Du reste, c'est sur sa partie politique que le programme du Front national est le plus sujet à caution. Nous ne commenterons ni la création d'un très sarkozyste ministère de l'Intérieur, de l'Immigration et de la Laïcité, ni l'inscription dans la Constitution d'un vrai référendum d'initiative populaire : on l'a vu en 2005, le peuple a souvent plus de bon sens et de patriotisme que ses fausses élites. Nous insisterons plutôt sur deux bricolages institutionnels dont, à notre avis, les Français ont d'ores et déjà le bon goût de se contreficher. Pourquoi ce septennat unique... à partir de 2017 si Marine est élue en 2012 ? Le briguera-t-elle ? On l'accusera de se réserver un duodécennat quand elle imposera à ses successeurs sept courtes années. Y renoncera-t-elle ? C'est qu'un quinquennat aurait suffi à relever la France... De plus, comment expliquer qu'on veut rendre la parole aux Français... pour mieux leur interdire aussitôt de reconduire un chef d'État qui leur aurait donné satisfaction ? On n'attend pas d'un candidat national qu'il en rajoute sur la brièveté de l'exécutif et l'instabilité du projet national.

Ministres en examen

Quant au second bricolage institutionnel, il est inspiré... de l'administration américaine : il vise à faire examiner le passé professionnel de chaque responsable administratif et politique, « *à commencer par celui des ministres* » par « *une haute instance sur la prévention des conflits d'intérêts et de la transparence dont les membres seront désignés par les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale* ». Ce qui peut se comprendre et se pratique du reste déjà pour certains responsables de hautes autorités ou d'organismes publics doit-il être étendu... aux ministres ? Nous qui croyons que ce poste était hautement politique et qu'il appartenait au chef de l'État de les nommer sur proposition du Premier ministre ! Il serait du reste piquant qu'un Sénat de gauche dise son mot, en juin prochain, sur la nomination du Premier ministre et des membres du gouvernement de Marine Le Pen... Soyons sérieux ! Les Français attendent d'elle qu'elle relève la France, non qu'elle donne dans le politiquement correct !

Assurément, la France ne pourrait que profiter de la mise en application de la plupart des mesures préconisées par ce projet, encore perfectible. Il reste cinq mois pour le corriger et le compléter. Nos dix axes¹ constituent une base de réflexion inspirée par le seul souci national. ■

François Marcilhac

1 - <http://www.actionfrancaise.net/craf/?POUR-REDRESSER-LA-FRANCE-LES>

IDÉES

Repenser le populisme

Appelant le peuple à reprendre le pouvoir contre les oligarchies, les partisans du populisme entendent construire une nouvelle doctrine politique sur les cendres du conformisme.

Encore aujourd'hui assimilé aux pires pathologies de l'espèce humaine, le populisme devient peu à peu un marqueur clivant qui ne constitue plus l'apanage des éternels bosseurs grognards, que nos intellectuels urbains rangeaient allègrement dans la case de "l'esprit gaulois impulsif". Non, il jaillit désormais aussi bien du côté de l'éternelle droite poujadiste que de celui de la gauche ouvrière. Il élargit son auditoire jusqu'aux classes moyennes au fur et à mesure que celles-ci poursuivent leur déclassement social. Il pénètre l'inconscient des hommes et femmes politiques qui y voient le gain de leur irresponsabilité, manipulations et autres démagogies gracieusement rémunérées par le contribuable durant près de trente années.

Idéologies complices

Avant d'évoquer une tentative de promotion d'un système politique populiste, il convient tout d'abord d'en finir avec le caractère prométhéiste des deux idéologies maîtresses du XX^e siècle que sont le libéralisme et le socialisme. Si le socialisme s'est éteint avec la chute de l'URSS au début des années quatre-vingt-dix, le libéralisme, dans sa variante américaine, vient d'avorter à son entrée dans le XXI^e siècle. Ce qu'il faut cependant comprendre, c'est que la vieille opposition fratricide de ces deux idéologies fondatrices de la modernité est totalement périmée. Si l'on s'en tient à la théorie de la discrimination ami-ennemi développé par Carl Schmitt, on peut même y déceler des principes totalement complémentaires qui fondent une nouvelle doctrine que certains appellent "mondialisme" ou "libéralisme libertaire".

En effet, si le socialisme n'a pas su emprunter au libéralisme sa puissance économique pour dépasser ses contradictions mortelles, le système libéral a, lui, totalement digéré le caractère totalitaire du socialisme pour renforcer son immunité face aux violentes attaques dont il est l'objet depuis dix ans. Ainsi, l'internationalisme moral, l'interpénétration du politique dans toutes les sphères constitutives d'une société, la promotion d'une culture du désir, la foi dans le progrès, la liquidation des valeurs traditionnelles ont été chantés par le système libéral en vue d'étendre sa capacité de neutralisation des contestations humaines. Le philosophe Jean Claude Michéa, dans son essai intitulé *L'Empire du moindre mal*, insiste sur la nécessité de faire tomber le faux masque du libéralisme qui, pour mieux prospérer, ne cesse de se définir comme système économique du moindre mal. Or, comme



Le populisme transcende le clivage gauche-droite.

le montre très bien Michéa au travers d'une lecture orwellienne, il existe une unité du libéralisme tant sur le plan économique que culturel, philosophique, sociétal et religieux. Le libéralisme ne peut plus être pensé comme un principe de réalité mais comme un projet qui absorbe toute la culture de gauche jugée compatible. Ainsi, le démantèlement de la famille traditionnelle, historiquement défendu par la gauche au nom de l'émancipation individuelle, est aujourd'hui totalement intégré dans la logique libérale d'atomisation de la société humaine. Personne ne s'étonnera dès lors que la marque de chaussure Eram lance une nouvelle campagne de promotion des nouvelles formes de famille en insistant sur le caractère sacré non pas de la famille mais du projet vendu au consommateur.

Culture globale

Le libéralisme a muté, il a fusionné avec les oripeaux de la culture de gauche et fonde aujourd'hui ce que l'on peut appeler la *Global Culture*, mise au service d'un mondialisme dont la marge de progression dépend de sa capacité à rogner les libertés du comportement humain en société. Les prémonitions de George Orwell sur le risque d'établissement d'un totalitarisme *soft* mais irréversible sont dès lors plus que jamais d'actualité. Bien sûr, les penseurs de la tradition et de la subsidiarité, à l'image de Charles Maurras, voyaient déjà poindre l'embastillement de l'homme réel, la dématérialisation politique de

son environnement par l'hyper-trophie républicaine légale ; d'où leur proposition de distinction du pays réel-pays légal. S'il faut bien sûr comprendre l'aspect totalitaire du système qui s'impose à nous, il faut également répondre de manière dialectique en puisant dans les contestations éparées, une force constitutive d'une nouvelle réflexion politique. Et celle-ci est déjà toute désignée par ses ennemis jurés : la pensée populiste.

Au-delà de Poujade

Si, dans les années cinquante, le populisme était caractérisé par des réactions impulsives et incohérentes d'une frange de la société traditionnellement contestataire et dont la traduction politique s'inscrivait dans le poujadisme, il dégage aujourd'hui une tout autre saveur et propose de nouvelles perspectives. Déjà au temps de Pierre Poujade, il illustrait les réactions des petits commerçants, des artisans et des petits patrons ; forces créatrices et gestionnaires des villes, des quartiers, de la vie en communauté. Bien entendu, ce sont également les premiers à supporter fiscalement l'extension du champ d'action des pouvoirs publics tout en subissant les conséquences du cadennassage de leur activité professionnelle. Cependant, jamais cette forme de populisme n'a pu déboucher sur une action politique consciente, se cantonnant à des réactions pulsionnelles sans lendemain, sans jamais comprendre que le seul vecteur d'action durable demeurait l'État.

Alors, comment définir le populisme et l'organiser sur le plan politique ? Le populisme doit d'abord être envisagé comme une conceptualisation politique du peuple à partir d'une prise de conscience de son antagonisme à l'égard des élites qui ne le représentent plus. Dans un deuxième temps, il doit incarner un modèle de société qui fait fi d'une conception moderne des droits de l'homme pour lui préférer la défense des libertés des hommes dans le réel, c'est-à-dire dans le respect du principe de subsidiarité. Un État ayant pour doctrine le populisme ne s'arrogera pas le droit de décider ou non de l'interdiction de fumer, ni de prendre un arsenal répressif à l'encontre des automobilistes. Enfin, dans un troisième temps, le populisme proposera l'unité d'action des hommes en fonction de leur activité, de leurs lieux de vie et de leur statut social. Il n'opposera plus les Français en fonction de critères idéologiques gauche-droite, solidarisant dans l'enceinte de l'UMP, par exemple, un grand banquier avec un petit patron de PME et, au PS, un chanteur millionnaire avec un ouvrier smicard. Il défendra l'éthique de la proximité et de l'enracinement comme garant de la liberté de l'homme contre les processus oligarchiques. Un nouveau bloc de constitutionnalité permettra, par exemple, de contrôler l'action de l'État non plus dans une logique droit-de-l'homme, mais avec une finalité populiste de défense des libertés locales et des intérêts du peuple.

La conquête de l'État

À l'inverse de George Orwell et de Michéa, qui ne proposent pas d'alternative politique, la doctrine populiste envisage la conquête de l'État comme indispensable à la manifestation du pouvoir du peuple contre les oligarchies. L'État symbolise également l'opposition au mondialisme et c'est pourquoi le populisme du XXI^e siècle, loin dénoncer la puissance publique, en fera un acteur incontournable pour faire naître les bases d'une société populiste. C'est pourquoi l'État total, selon les mots de Carl Schmitt, aura vocation à interpénétrer tous les ordres sociaux pour contrecarrer l'État total ennemi. Il entreprendra toutes les actions nécessaires pour reconstituer le tissu familial volontairement démantelé par l'État ennemi, pour promouvoir le statut des associations, des syndicats de professions, des conseils d'arrondissement, des provinces. Il ne s'agit donc en aucun cas d'esquisser les contours d'une société idéale, ni de proposer un système politique alternatif finalisé, mais bien d'ouvrir les champs de réflexion et d'études pour que la pensée politique renaisse des cendres du conformisme. C'est ainsi, par exemple, que les magistrats de Charles Maurras, de Sainte-Beuve, des penseurs de la communauté, du socialisme Français, de la décroissance pourront être réactualisés et redécouverts en vue de fonder la nouvelle pensée politique alternative au mondialisme. ■

Jean Goursky

CONTRACEPTION

La République malthusienne

LE GOUVERNEMENT prétend travailler à « mieux adapter le parcours contraceptif au mode de vie des femmes ». À cet effet, il a lancé une campagne de communication à la télévision, au cinéma et sur Internet qui s'est achevée le 29 novembre. De plus, avant la fin de l'année, les infirmières pourront renouveler une prescription de contraception orale et les pharmaciens une délivrance de contraceptif. En outre, le prix des pilules a été revu à la baisse, alors que leur achat demeure pris en charge à 65 % par l'assurance... maladie. Mais cela demeure insuffisant aux yeux de Bérangère Poullet, député UMP des Ardennes - formée par ailleurs au métier de sage-femme. Soucieuse de « permettre un meilleur accès à la contraception notamment pour les mineures », elle a déposé une proposition de loi en ce sens, enregistrée le 22 novembre à la présidence de l'Assemblée nationale. Selon l'exposé des motifs, « même si chacun reconnaît que la cellule familiale est le lieu idéal de dialogue pour accéder à l'information et à la prescription, force est de constater qu'il existe malheureusement de nombreuses familles au sein desquelles ce dialogue est impossible à établir ». Cette proposition de loi vise à mettre en place « un dispositif anonyme et gratuit de prescription et de délivrance de méthodes contraceptives pour toutes les mineures souhaitant y accéder ». De façon à « permettre à toute intéressée de se rendre sans débours le moindre centime chez un professionnel de santé prescripteur - gynécologue, généraliste ou sage-femme - puis si nécessaire dans un laboratoire pour d'éventuels examens biologiques et enfin chez un pharmacien pour la délivrance d'une contraception adaptée à son âge et à sa situation personnelle mais faisant l'objet d'une prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie ». Par ailleurs, afin d'assurer « une meilleure organisation de l'offre de soins gynécologiques sur le territoire », les services universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé seraient autorisés à délivrer une contraception d'urgence. Enfin, dans les régions affectées par un fort recours à l'avortement et des difficultés pour en organiser la prise en charge, des sages-femmes pourraient être autorisées, pendant deux ans, à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie médicale. □

❑ FÉMINISME

Demoiselle en détresse

Distinguer les femmes selon leur âge ou leur situation familiale apparaît intolérable aux yeux de Roselyne Bachelot, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, qui veut en finir avec l'appellation "Mademoiselle".

FORMULAIRE

VEUILLEZ NOUS PRÉCISER VOTRE CIVILITÉ:

☐ Monsieur

☐ Madame

☐ Mademoiselle

Cela ne nous regarde absolument pas mais nous exigeons quand même de savoir si vous êtes vierge, pas mariée, divorcée, veuve ou si vous faites juste jeune femme inexpérimentée...

NOM _____

Nom de jeune fille _____

Prénom _____

MADEMOISELLE, LA CASE EN TROP !

Agissons ! sur www.madameoumadame.fr

Osez le féminisme

Chiennes de garde

Une affiche diffusée par des associations féministes

Que penser de l'interpellation du Premier ministre par Roselyne Bachelot au sujet de l'emploi du terme "Mademoiselle" dans les documents officiels ? S'agirait-il d'une urgence manifeste dans le cadre de son ministère ? L'usage de "Mademoiselle" mettrait-il en péril la solidarité et la cohésion sociale ? Difficile à soutenir ! Mme Bachelot veut-elle faire un petit buzz autour de sa personne ? S'agit-il de montrer que la gauche n'a pas le monopole des postures modernistes et attrape-bobos ? Hypothèses infiniment plus vraisemblables !

La case de trop

R. Bachelot apporte donc son soutien à la campagne « *Mademoiselle, la case en trop* » lancée par les Précieuses ridicules des associations Osez le féminisme et les Chiennes de garde. Or le discours de ces deux petites coteries, qui prétendent comme de coutume parler au nom de toutes les femmes, se signale d'abord par son outrance. Il s'agit non seulement de supprimer "Mademoiselle" dans les documents administratifs mais aussi d'éradiquer son emploi dans la vie de tous les jours. Ce deuxième aspect est révélateur de la tendance totalitaire propre à une partie de la gauche :

ces gens-là ne se contentent pas d'avoir des opinions, ils veulent aussi régir la pensée et la parole de leur prochain. Leur manière d'argumenter est elle aussi révélatrice : « *Certaines femmes apprécient en effet de se faire appeler "Mademoiselle" : c'est flatteur, ça renvoie l'image [sic] de la jeune femme jolie, fraîche, séduisante, et d'aucunes apprécient ce qu'elles considèrent comme une marque de politesse et de galanterie de la part de leur interlocuteur. Qu'y a-t-il de poli en vérité à nous montrer qu'on connaît tout de notre vie privée et à nous laisser entendre qu'on est à moitié finie parce qu'on a pas de mari et qu'on ne bénéficie pas ainsi de vrai statut dans la société ?! Parce que c'est bien de cela dont il est question, dans le fond : le statut des femmes dans la société.* »

Paranoïa féministe

Cette longue citation prise sur le site lancé pour l'occasion par les deux associations (madameoumadame.fr) suffit à montrer la mauvaise foi et la paranoïa qui animent le collectif. En effet, d'un strict point de vue linguistique, la plus élémentaire honnêteté devrait faire reconnaître que quand un locuteur emploie "Mademoiselle" pour interpeller une femme, c'est toujours, aujourd'hui, en raison de l'âge de son interlocutrice ou pour flatter une femme plus âgée en lui signalant par ce moyen qu'elle conserve des moyens de plaire. Mais non, dans la pensée hystérique de ces féministes, il est évident que tout homme qui interpelle une jeune femme sous le vocable de "Mademoiselle" veut par là violer son intimité, s'im-

miscer dans sa vie privée et peut-être sa conscience, la stigmatiser, l'insulter, lui signifier qu'elle a rapidement intérêt à se trouver un maître ! Étonnant phénomène de transfert qui voit les Chiennes de garde projeter sur les mâles contrits et repentants de notre temps leur propre esprit tatillon, suspicieux et inquisitorial... Étonnant anachronisme aussi qui considère implicitement que dans la société actuelle, où le mariage est pourtant de moins en moins fréquent, une femme non mariée serait dépourvue de « statut ».

La femme Bachelot

Il est vraisemblable que le terme "Mademoiselle" continuera longtemps encore à habiter poétiquement les conversations et cela tant que les féministes n'auront pas obtenu la prohibition de la galanterie, cet art français de la séduction. En revanche, il est plus que probable qu'il disparaîtra bel et bien dans les documents officiels. Aucun usage, aussi ancien et vénérable soit-il, ne saurait en effet résister longtemps au couperet de l'idéologie égalitaire. Il nous reste pour finir à formuler un vœu : que l'on rende à "Mademoiselle" mais aussi à "Madame" leur sens originel, qui en réservait l'usage aux filles et femmes de qualité (en prenant évidemment ce dernier terme dans une acception beaucoup plus large que celle qu'il avait sous l'Ancien Régime). Ainsi nous pourrions refuser l'un et l'autre à la femme Bachelot et à toutes les "chiennes de garde" de son espèce. ■

Stéphane Blanchonnet
www.a-rebours.fr

Au fil de la presse



Où il est clair que l'élection présidentielle de 2012 ne différera pas de ses devancières, par les promesses pléthoriques et sans lendemain qu'elle donnera à entendre de la part des candidats. Mais il est une constante qu'on retrouvera également : l'absence de courage devant les tabous.

❑ Notre personnel politique dévoile un peu plus ses intentions ou ses ambitions. Sur le chapitre du nucléaire, par exemple, Jean-Pierre Chevènement stigmatise le « triomphe de "l'idéologie de la peur" formalisée en Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par le philosophe Hans Jonas ("l'heuristique de la peur") et plus récemment par le sociologue Ulrich Beck ("la société du risque"). Cette idéologie a déjà contaminé notre constitution avec un "principe de précaution" qui n'a rien de scientifique. Or, le risque zéro n'existe nulle part. L'Allemagne va construire dix centrales thermiques au charbon pour remplacer les réacteurs nucléaires qu'elle ferme. Or, l'industrie charbonnière fait 2 500 à 3 000 morts par an (contre deux à Fukushima). » (Le Monde, 22 novembre)

❑ Sur ce point, nous renverrons nos lecteurs à l'ouvrage de Jean de Kervasdoué, *La peur est au-dessus de nos moyens : pour en finir avec le principe de précaution* (Plon, 2011), dont le propos ridiculise celui de Corinne Lepage, pour qui « si nous ne changeons pas d'urgence notre fusil d'épaule et n'investissons pas massivement dans un vaste "plan renouvelable", nous allons regarder passer sous notre nez une occasion unique de réindustrialisation de la France » (Le Monde, 22 novembre). Comment envisager, une seule seconde, de vouloir confier le pouvoir à une de ces harpies nucléophobes qui subordonnent la relocalisation industrielle de la France à des énergies aussi limitées qu'aléatoires, telles que le charbon ou le vent ?

❑ François Hollande, le candidat recyclé du système UMPS, peine à trancher avec autorité face à des Verts envahissants et hystériques. C'est le tempérament tiède de ce Corrèzien d'adoption né à Rouen qui, d'après Éric Zemmour, « selon une approche traditionnelle de judoka, fait de sa faiblesse une force, de ses limites, un atout ; de son souci d'éviter le conflit, la marque de sa volonté conciliatrice, négociatrice, démocratique. De sa ron-deur, une protection. De sa peur des conflits, un refus de la violence, très en vogue à une époque qui privilégie les valeurs féminines » (Le Spectacle du monde, novembre 2011). C'est un peu ce qui caractériserait le Béarnais Bayrou, dont « l'acharnement qu'il

met dans ses joutes politiques est du même ordre que celui qui lui a permis dans l'enfance de surmonter son bégaiement » (Le Nouvel Observateur, 25 novembre), tout comme le mollasson Morin qui déborde d'audace politique en proposant « une troisième voie [qui] a un nom, c'est la semaine des 37 heures » (Marianne, 22 novembre). Cet âne républicain devrait rejoindre le bègue honoraire, ce qui lui épargnerait de réfléchir.

❑ Se pourrait-il qu'un jour, on puisse enfin écouter des gens intelligents et adopter leur point de vue ? Minute (23 novembre) rapporte la question posée par l'éditorialiste du New York Times à propos de la « débâcle de l'euro » : « Pourquoi le Japon, beaucoup plus endetté que l'Italie, [peut-il] emprunter à 1 % contre 7 % pour l'Italie ? Pourquoi le Royaume-Uni emprunte-t-il à un peu plus de 2 %, alors que son budget est nettement plus en déséquilibre que celui de l'Espagne, qui emprunte à près de 6 % ? » Parce que, répond Paul Klugman (prix Nobel d'économie 2008), « en adoptant l'euro, l'Espagne et l'Italie se sont en fait réduites elles-mêmes au statut de pays du tiers monde, obligés d'emprunter en devises étrangères, avec encore moins de souplesse. Les nations de la zone euro ne peuvent pas faire marcher la planche à billets, même en cas d'urgence, elles sont en manque de financement, contrairement aux nations qui ont conservé leur propre monnaie ». CQFD.

❑ Revenant sur l'attentat contre le local de *Charlie Hebdo*, Denis Tillinac a cette remarque intéressante : « Usés, blasés, résignés, les cathos n'osent plus réagir quand leur Dieu et ses saints sont tournés en dérision. Ils sont même tentés de hurler avec les loups du laïcisme radical quand des musulmans s'indignent des caricatures silhouettant Mahomet en poseur de bombes. En quoi ils ont tort : la haine de l'islam est un leurre qui dissimule une récusation foncière de la transcendance, héritage commun » aux trois monothéismes (Valeurs actuelles, 17 novembre). C'est dire, en effet, qu'il ne faut pas se tromper de combat. Le christianisme bafoué doit s'opposer à l'islam conquérant sur notre sol, par les seules armes intemporelles d'une foi inébranlable et d'une identité assumée.

Aristide Leucate

■ TRAITES EUROPÉENS

L'ultime ligne de défense

Dans la tourmente de la crise, submergés par la pression des marchés financiers, Berlin, Paris et Madrid agitent une projet de réforme institutionnelle censé sortir l'Europe de l'impasse.



Le chancelier refuse d'ériger la BCE en "prêteur en dernier ressort" des États membres de la zone euro.

D'ici au Conseil européen des 8 et 9 décembre, on devrait savoir avec un peu plus de précision à quelle sauce commune nous serons mangés. Cependant, la réunion tripartite de la semaine dernière à Strasbourg, où se sont rencontrés Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Mario Monti, nouveau chef du gouvernement italien, a ouvert des pistes de réflexion et indiqué une direction - vers toujours plus de rigueur, évidemment.

Merkel inflexible

Autant le dire d'emblée, c'est le chancelier allemand qui a imposé son point de vue. Au sommet de Bruxelles sera proposée une modification des traités européens afin d'y inscrire une discipline budgétaire plus contraignante que ce n'est le cas actuellement. Sarkozy n'était pas hostile à une telle modification des traités, mais il espérait obtenir en contrepartie l'assentiment de Merkel afin qu'à l'avenir la Banque centrale européenne puisse jouer un rôle accru pour circonscrire la crise de la dette. Peine perdue. Le chancelier a répété haut et fort que « la BCE est indépendante » et que la modification des traités ne saurait concerner l'institution bancaire de Francfort. Autrement dit, pas question que la BCE rachète sans restriction - en faisant fonctionner la planche à billets - de la dette des États en difficulté. Et, par conséquent, pas question de mutualiser la dette par le truchement d'euro-obligations, comme le réclamait également la Commission de Bruxelles. Chef d'État d'un pays qui se voit contraint d'emprunter à des taux toujours plus élevés par rapport à l'Allemagne - conséquence,

entre autres, des menaces pesant sur sa note AAA -, Nicolas Sarkozy a dû accepter le schéma imposé par Angela Merkel. Selon les Allemands, plus gros contributeurs au capital de la Banque centrale européenne, la limitation de l'inflation dans la zone euro demeure la première mission de la BCE. Cette priorité est inscrite dans ses statuts, auxquels Merkel refuse justement de toucher, du moins dans les circonstances actuelles. « Il faut que nous coopérons pour garder un euro stable et fort », a déclaré la chancelière, car, a-t-elle souligné, « l'euro est un projet politique ». Le problème est que l'euro n'en est plus au stade du projet. Aux yeux de nombreux analystes, il a même échoué en devenant, assure le professeur Jean-Jacques Rosa, un « actif toxique ».

L'hinterland occidental de l'Allemagne

Mais en "politisant" l'euro, on peut se demander si Angela Merkel n'ouvre pas la voie à une Europe à deux vitesses. En tout cas, sa vision est claire. Lors du sommet du 9 décembre, et peut-être avant, elle proposera - de concert avec Sarkozy, la France étant devenue l'hinterland occidental de l'Allemagne politique - une réforme des traités européens en vue d'une « future union fiscale ». Une proposition qui court-circuite les projets de la Commission Barroso portant sur des thèmes proches, et qui mettra en avant les exigences allemandes pour une meilleure gouvernance de la zone euro. Avant de songer à assouplir les règles de la BCE, il s'agit de resserrer les boulons budgétaires.

Concrètement, le chancelier souhaite que les pays contrevenant aux critères du pacte de stabilité - au nombre desquels la France et l'Allemagne pourraient se compter - puissent être traduits devant la Cour européenne de justice ; dans le même esprit, Merkel préconise la nomination d'un commissaire européen aux finances qui aurait le pouvoir d'intervenir sur les budgets des pays en difficulté et de veiller à l'application de programmes de redressement. Ce n'est qu'ensuite, après que les pays de l'Euroland se seraient convertis à la rigueur prussienne, que pourraient être introduites les euro-obligations.

La fin d'un tabou

Il faudra voir ce qu'il restera de ces *desiderata* germaniques au lendemain du Conseil européen. Merkel devra peut-être mettre de l'eau dans son *schnaps*, d'autant que son pays commence à connaître des tensions sur son propre marché de la dette. En outre, pour faire modifier les traités européens, il faudra en principe obtenir l'assentiment des Vingt-Sept, et pas seulement des dix-sept États de la zone euro. Ce qui suppose la mise en marche d'une lourde machinerie qui risque d'être dépassée par la rapidité d'adaptation des marchés et des spéculateurs. Sans parler de la méfiance des Britanniques, qui croient discerner dans le projet allemand les prémices d'une Europe à deux vitesses. Non sans raison : selon un journal dominical allemand, Merkel et Sarkozy prépareraient un coup de force visant à mettre en place un pacte de stabilité et de croissance exclusif, limité à quelques pays de la zone euro.

Au vrai, la situation est si volatile qu'il semble bien hasardeux de parier sur le moyen ou long terme. En témoigne d'ailleurs l'avertissement que Merkel et Sarkozy ont adressé à Monti : « Un écroulement de l'Italie amènerait inévitablement la fin de l'euro. » La disparition éventuelle de l'euro n'est donc plus un sujet tabou, au plus haut niveau politique comme dans la communauté éconómico-financière. Évoquant le cas de l'Italie, un banquier suisse assurait récemment (*Le Temps* du 21 novembre) qu'« une réintroduction de la lire avec une dévaluation significative résoudrait son problème de compétitivité. Les créanciers internationaux pâtiraient d'une dette libellée à présent en lires, mais pas les créanciers domestiques. » L'euro existera-t-il encore dans un an ? Ou bien sera-t-il devenu un euro-mark ? Voilà un bon sujet de débat à la veille d'échéances électorales. ■

Guy C. Menuisier

BELGIQUE

Une agence de notation siffle la fin de partie

Les Belges peuvent espérer un gouvernement pour la Saint-Nicolas, mais plutôt que le grand saint, c'est le père Fouettard qui le leur apportera.



LA DÉGRADATION de la Belgique par Standard & Poor's, l'épée de Damoclès brandie par la Commission européenne, ont provoqué le branle-bas de combat. Là où il avait fallu cinq cent trente et un jours pour trouver des accords, dix-sept heures suffirent pour boucler le budget 2012 et anticiper sur les prochaines années jusqu'en 2015. Soyons de bon compte. Les problèmes institutionnels ont occupé les deux tiers de la négociation. Ce n'est "que" depuis un mois et demi que le projet de budget était sur la table. Mais ces derniers jours l'affrontement entre libéraux (surtout flamands) et socialistes conduisait à la rupture. À tel point qu'Elio Di Rupo ferma ses dossiers et quitta la table pour aller voir le roi dans les Ardennes, dans son château de Ciergnon. Albert II, comme prévu, refusa sa démission et, à nouveau, tança les partis. Toute confiance entre partenaires semblait atomisée. Elle l'était. Mais la perte du "AA+" constitua l'électrochoc. Alexander De Croo, le jeune, trop jeune président des libéraux flamands, renonça à exiger l'abandon de l'indexation des salaires, mais en contrepartie, le formateur et ses amis socialistes concèdent des réformes douloureuses en matière de soins de santé, de réduction des dépenses publiques et repoussent l'attribution de la pension complète après... quarante-cinq ans de travail accompli. On ne s'étonnera pas dès lors de la fronde syndicale. Un avenir très proche nous dira si elle se muera en révolte. Dès à présent les propos sont rudes : « budget inéquitable », « agitation sociale inévitable », « comportement ir-

responsable » sont les expressions entendues dans les rangs syndicaux, tant socialistes que chrétiens et libéraux. Avec le sens de la formule, le président des syndicats chrétiens estime que « la classe business s'en sort à peu près indemne, mais on compte de nombreux blessés dans la classe economy ». Pas si sûr. C'est tout l'équipage et tous les passagers qui sont durement secoués par les turbulences des marchés. Et pourtant, bien des éditorialistes craignent que cet accord budgétaire arrive trop tard. D'autant plus, comme l'écrit Véronique Lamquin dans *Le Soir*, que « le pays est de moins en moins gouvernable ». Dans le contexte, sinon à toute brève échéance, du moins, d'ici peu, l'absence de bilinguisme du futur Premier ministre apparaîtra comme peu supportable par les néerlandophones. Dans sa conférence de presse il a interverti des termes en néerlandais en les confondant, ce qui a donné ce résultat cocasse de voir Elio Di Rupo « boire » ("drinken") les dépenses plutôt que de les « réduire » ("dringen"). « Pour le premier Premier ministre francophone depuis Leburton (en 1973-1974) à la tête d'un gouvernement qui n'a pas la majorité en Flandre, cela peut devenir gênant », relevait le rédacteur en chef du *Standaard*, dont on sait toute l'influence, ceci avant même que le gouvernement soit constitué. Dans sa hotte, Saint-Nicolas ferait bien d'apporter un Assimil néerlandais à Elio Di Rupo. En espérant que cela suffise... □

Charles-Henri Brignac

ESPAGNE

Mariano Rajoy au pouvoir

LE PARTI POPULAIRE a remporté, sans surprise, les élections organisées en Espagne le 20 novembre. Mais s'agit-il d'une victoire de la droite ? « C'est une sorte de neutralité plus ou moins centriste et technicienne » qui accède au pouvoir, comme en Grèce et en Italie, voire en Irlande, soutient le géopolitologue Olivier Kempf. Le nouveau Premier ministre, Mariano Rajoy, devra pourtant assumer « des responsabilités fort politiques », écrit-il sur son blog. « En effet, pour la première fois depuis la sortie du franquisme, un parti bénéficiera de tous les leviers du pouvoir :

municipalités, régions et [...] gouvernement. Cela signifie que la pression budgétaire va avoir des traductions politiques : en effet, 20 % du déficit espagnol est imputable aux régions. [...]L'État va devoir faire pression et au besoin gommer certaines autonomies, trop dispendieuses. Autrement dit, la crise d'une part, et l'homogénéisation politique d'autre part, vont favoriser un mouvement de recentralisation de l'Espagne ». Mais cela ne se fera pas sans heurts. D'autant qu'il faudra compter avec la Catalogne, où la gauche conserve son influence « à la tête de la région à la fois la plus riche, la plus endettée et la plus indépendantiste ». En outre, la crise rendrait d'autant plus criante l'atonie démographique qui affecte le pays... □ G.D.

■ BERNARD LUGAN

Réafricaniser l'Afrique

Dans son dernier livre, Bernard Lugan appelle à décoloniser l'Afrique, qu'il juge ruinée par les pressions économiques de l'Occident, pillée par l'"immigration choisie", minée par la démocratie... Un réquisitoire sans appel.



Un pont détruit par la guerre civile en Angola

Décolonisez l'Afrique ! Ce titre, en forme de boutade, est une exhortation que l'africaniste réputé Bernard Lugan formule à l'adresse des Africains dans son dernier opus écrit comme un manifeste. L'auteur non conformiste y livre un réquisitoire en règle à la fois contre les Africains, mentalement prisonniers du « *paradigme de la culpabilité européenne qui les déresponsabilise* », mais aussi contre les Occidentaux qui maintiennent ces derniers sous la tutelle incapacitante d'une « *aide publique au développement qui les infantilise* ».

Indépendances factices

Ayant déjà lui-même dénoncé par ailleurs, y compris dans ces colonnes, les absurdités et les errements idéologiques qui ont précipité le continent noir dans le marasme actuel, l'auteur de ces lignes souscrit entièrement aux analyses et coups de gueule de l'africaniste lyonnais. En sept chapitres agrémentés d'une cartographie claire et vivante, le tout réuni dans un ouvrage aéré de deux cents pages, Lugan prolonge ses écrits antérieurs (et les actualise, par la même occasion) et énonce un certain nombre de propositions qui lui confèrent un caractère original et, jusque-là, inédit. En maurrassien méthodique, le directeur de la revue en ligne *L'Afrique réelle* commence par dresser le constat sans appel d'une Afrique totalement recolonisée pendant le « *demi-siècle perdu des fausses indépendances* » des années soixante. Trois facteurs de blocage empêchant l'Afrique de se prendre réellement en main sont isolés. D'abord, « *la primauté donnée à l'économie* », notamment par les diktats du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, « *alors que nous sommes devant une évidence de politique d'abord* ». Ensuite,

« *le refus de prendre en compte la notion de différence* » au nom d'un universalisme angélique qui fait fi « *d'un cas avéré d'incompatibilité des cultures* », parce que « *les Africains ne sont pas des Européens pauvres à la peau noire* ». Enfin, « *le postulat démocratique* » qui débouche sur une ethno-mathématique individualiste et égalitaire qui conduit à nier la réalité fondamentale du fait ethnique.

Les problèmes structurels de l'Afrique ne seront donc jamais réglés si l'on persiste dans des schémas erronés et obsolètes, idéologiquement biaisés et politiquement inefficaces. Bernard Lugan épingle sévèrement les papes de l'africanisme français (Chrétien, Amselle et Coquery-Vidrovitch, pour les plus médiatiques) qui, aveuglés par leur vision marxiste de l'histoire, ont contribué à l'émergence d'un négationnisme ethnique, d'autant plus criminel (cf. l'exemple du Rwanda) qu'il permet à la majorité des dirigeants africains (tout au moins dans la sphère francophone, mais pas seulement) de se maintenir durablement au pouvoir.

Le fait ethnique

Or, les faits sont têtus et « *l'actualité montre que l'histoire de l'Afrique s'écrit autour de ses ethnies* », phénomène résurgent depuis les années quatre-vingt-dix et qui n'a cessé de prendre de l'ampleur. Revenant sur les conflits récents au Soudan, en Éthiopie, en Côte-d'Ivoire, au Nigéria, en Guinée, au Kenya et en Afrique du Sud, Lugan met en évidence une tectonique ethnique instable qui pulvérise littéralement les modèles occidentaux de la frontière et de l'État démocratique et révèle leur inanité. Si cette dernière notion « *est étrangère à l'Afrique sub-saharienne où les sociétés sont communautaires, hiérarchisées,*

solidaires et territorialisées », la première, « *réalité inconnue et même souvent incompréhensible en Afrique* », a introduit une grande perturbation des « *grands équilibres humains* ». Les crises qui secouent l'Afrique ont leur origine dans la période coloniale ainsi que dans les doctrines messianiques de « *l'homme "citoyen du monde" interchangeable* », prônée, dès le XIX^e siècle par une « *gauche socialiste, humaniste, universaliste, imprégnée de la culture révolutionnaire française* [qui] *s'est crue, hier, investie de la mission de l'imposer aux autres dans la totale ignorance de ce qu'ils étaient* ». Cyniques et opportunistes, complètement dépassés par leurs utopies, les racistes d'hier qui en appelaient au « *devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture* » (Léon Blum, 9 juillet 1925), renversent, par une rhétorique diaboliquement efficace, l'argument pour l'imputer à ceux qui s'opposent à ce que la France devienne « *la colonie de ses [anciennes] colonies* », selon le mot d'Édouard Herriot, clairvoyant bien que radical.

La traite moderne

Le socialo-libéralisme, idiot utile d'un capitalisme dont l'agressivité n'a d'égale que la crise qui l'affecte, s'est rallié au faux-nez de l'immigration choisie, « *forme contemporaine de la traite* » selon le professeur Lugan. En saignant ainsi l'Afrique de ses cerveaux les plus brillants, les gouvernants, sous la pression avide du patronat, ne font, en réalité, que promouvoir, sous un nouvel habillage, un immigrationnisme prétendument inéluctable et forcément positif.

La décolonisation mentale et idéologique de l'Afrique passe donc par sa réappropriation par les Africains eux-mêmes, soit une ré-africanisation totale et décomposée, affranchie, tant du paradigme de sa victimisation, que des modes occidentales qui lui furent tour à tour imposées : « *marxisme, socialisme, libéralisme, tiers-mondisme, transfert des technologies, bonne gouvernance, appropriation locale des politiques, ajustement structurel, conditionnalité de l'aide, développement endogène autocentré, formation des formateurs, industries industrialisantes, et bien d'autres encore en attendant de nouvelles formules* ». Il reste, nonobstant, du chemin à parcourir... ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

✓ Bernard Lugan, *Décolonisez l'Afrique !*, Ellipses, 176 p., 16 €.

RDC

Nouveau mandat pour J. Kabila

Plus de 32 millions de Congolais étaient appelés aux urnes le 28 novembre pour élire président et députés.



RENÉ DUMONT, l'homme au pull-over rouge, ancien candidat écolo, avant la lettre, à l'élection présidentielle, disait avec justesse que « *l'Afrique est mal partie* ». Et mal arrivée ! Elle n'en finit pas d'arriver. De 1994 à 2003, sur l'immense étendue de la République démocratique du Congo (RDC), l'ex-Zaïre, et les territoires qui la bordent, tel le Rwanda, il y a eu environ cinq millions de morts. Lundi dernier, onze candidats s'affrontaient pour la présidence de la RDC, et dix-huit mille pour les cinq cents sièges de l'assemblée nationale. Joseph Kabila était candidat à sa succession. Il était donné gagnant malgré un bilan mitigé : une croissance de 7 % inégalement répartie ne fait pas oublier le chaos ni les violences toujours présentes ; les infrastructures se résument à davantage de pistes que de routes. Dans l'Est, sa popularité, si grande lors des premières élections en 2006, s'est fortement érodée en raison de son incapacité à tenir en lisière les bandes armées. Il est question d'une improbable révision du code minier, mais, pour l'heure, les sociétés étrangères mettent les gisements en coupe réglée. Parmi elles, les plus grands prédateurs sont les Chinois. En 2006, alors que nous étions nous-même observateur des élections en RDC, il nous est arrivé de parler avec des officiers chinois en uniforme... Le

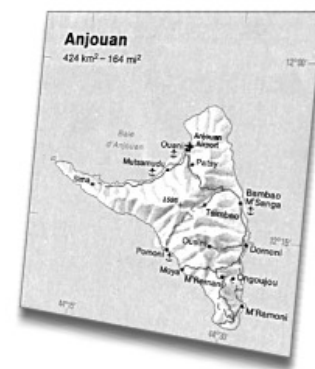
nouveau colonialisme a peu de choses à voir avec le paternalisme d'antan. Productivité et rentabilité en constituent l'unique impératif. Dans la constellation des candidats à la présidentielle, un nom se détachait. C'était celui d'Étienne Tshisekedi, vieil opposant - soixante-dix-neuf ans ! -, vétéran déjà de l'opposition à Mobutu puis à Laurent-Désiré Kabila, père de l'actuel président. Pressé pour avoir trop attendu, il s'est proclamé président avant que s'ouvrent les premiers bureaux de vote, et a appelé ses partisans à libérer ceux des leurs qui se trouvent en prison. Il est l'opposant, le plus connu, le plus médiatique, mais il n'est pas seul. C'est là que le bât blesse : l'opposition est écartelée. La présente élection, à la différence de celle de 2006, s'est déroulée dans une relative indifférence nationale. Dès lundi matin, les jeux paraissaient faits. Reste que pour les encadrer, dix-neuf mille "soldats de la paix", ceux de la Monuc (Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo), sont demeurés sur place. Élections libres ? En tout cas, sous haute surveillance. □

Charles-Henri Brignac

COMORES

Des nouvelles d'Anjouan

DANS NOTRE dernier numéro, nous avons évoqué des troubles à Anjouan survenus au cours du week-end du 11 novembre 2011. Quid de la situation ? L'édition de lundi 14 novembre 2011 de France-Mayotte évoque, sur deux pages, un coup d'État raté. En fait, si tous les ingrédients étaient bien réunis pour une conflagration, c'est un certain amateurisme des éléments les plus jeunes du mouvement qui semble avoir fait "capoter" l'opération de prise de l'île par les séparatistes et les rattachistes. Prévenues par des fuites et des bavardages, les "autorités" ont fait procéder assez rapidement au démantèlement des barrages par l'armée, de sorte que les éléments les plus agueris du mouvement sont restées en retrait - provisoirement, à n'en pas douter ! L'"Union" des Comores a eu chaud et, pour preuve, pas moins de dix personnes ont été



arrêtées (selon le *Magazine de l'océan Indien*). Huit personnes ont été transférées à Moroni et, selon leurs proches, font l'objet de mauvais traitements. Où sont les défenseurs des droits de l'homme ? Nous reviendrons sur le sujet dans des éditions ultérieures car, comme le relève Maurice Calmein, président de SOS-Outre-Mer, il est fort regrettable qu'en France, le monde politique et médiatique reste indifférent à ceux qui se réclament de notre drapeau et manifestent l'amour de notre pays. □

Jean-Michel Weissgerber

TUNISIE

L'islamisme rampant

Grands vainqueurs des élections du 22 novembre, les islamistes d'El Nahada se partagent les responsabilités à la tête de la Tunisie. Au "printemps arabe" pourrait donc succéder, comme annoncé, l'hiver islamiste.



Le 22 novembre, les deux cent dix-sept députés élus de la Constituante tunisienne ont solennellement commencé leurs travaux au palais du Bardo. À l'extérieur du Parlement, des centaines de militants des droits de l'homme et des associations féministes manifestaient pour exprimer leur inquiétude et exiger le respect de la mention des libertés fondamentales et de l'égalité homme-femme dans la constitution. Ceux-là, les grandes chaînes de télévision ne les ont pas montrés. Avec 40 % des voix des 50 % de votants, les islamistes d'El Nahada ont obtenu quatre-vingt-neuf sièges. Ce parti va former une "coalition" avec une formation satellite, le Congrès pour la liberté de Moncef Marzouki (vingt-neuf sièges) et un parti "social-démocrate", Ettakatal (vingt sièges). Les postes clés sont déjà distribués. Les islamistes auront le poste de Premier ministre avec M. Hamidi Jébali et, entre autres, les ministères de l'Intérieur, donc le contrôle de la police et des services spéciaux, de la Justice et

des Affaires étrangères. Marzouki, médecin résidant jusqu'il y a peu à Créteil où il était souvent interrogé par les médias français, connu surtout pour son ambition démesurée, sera élu président de la république, poste plutôt honorifique, et M. Ben Jaafar, le chef d'Ettakatal, a déjà été élu à la tête de l'assemblée constituante. Les deux autres partis n'auront que des ministères techniques. Autrement dit, le pouvoir revient pratiquement aux islamistes.

Typologies islamistes

Que fera le nouveau pouvoir tunisien ? La presse française a décrété que Jabali est un « *islamiste modéré* ». Il est vrai qu'il soigne beaucoup ses déclarations, sauf qu'il fait référence au califat islamique, et que Marzouki, que cette même presse française qualifie d'homme de gauche, se dit « *conservateur islamique* » et qu'il suggère de bâtir une société « *arabo-musulmane* » d'où la langue et l'influence françaises seront bannies ! D'autres chefs du nouveau régime réclament l'in-

terdiction de la consommation et de la vente d'alcool, ce qui signifierait la fin du tourisme, principale source de richesse du pays. Un autre a assimilé le célibat des femmes à une forme de perversion. Le directeur de la chaîne de télévision qui avait "osé" programmer et diffuser le film *Persepolis* a été déferé à la Justice pour blasphème... La transition tunisienne se transforme déjà en un processus d'islamisation rampante dont les victimes arriveront bientôt à Créteil... ou ailleurs. Mais elles ne seront pas montrés sur nos écrans de télévision. Il faudra suivre les événements au jour le jour. Les pressions des groupes islamistes s'exerceront sur le pouvoir qui va détruire la laïcité de l'État et de la société tunisienne. Les femmes seront progressivement éliminées des postes de responsabilité sous prétexte de collaboration avec l'ancien régime. Il faut malheureusement constater que la Tunisie est mal partie, que cela plaise ou non à nos bien-pensants. ■

Pascal Nari

ÉLECTIONS

Incertitudes en Égypte

Les premiers scrutins se déroulent en Égypte dans un climat de forte agitation.

CE LUNDI MATIN, au moment où nous écrivons, les élections égyptiennes ont commencé. Apparemment sans incidents majeurs. L'armée a tenu bon et n'a pas cédé devant les manifestations violentes (une quarantaine de morts) de la place Tahrir, qui réclamaient un transfert immédiat du pouvoir aux civils - à qui ? - avant même le déroulement du scrutin, lequel aura lieu en trois étapes. Le nombre de ces manifestants, que la presse occidentale a présentés comme les animateurs de « *la seconde révolution égyptienne* », n'a jamais dépassé une petite centaine de milliers. Ce, dans la capitale de quinze millions d'habitants et un pays de soixante-quatorze millions. Une infime minorité. Mais l'écho médiatique, surtout en Occident, était très important. Ces manifestations étaient encouragées par les Frères musulmans, pourtant donnés favoris du scrutin. Ils auraient préféré prendre d'abord le pouvoir et organiser ensuite, eux-mêmes, les élections. Dans le dernier parle-



ment, celui élu sous le président Moubarak, ils disposaient, déjà, d'environ 20 % des sièges. Cette fois, les sondages leur en donnent un gros tiers, ce qui n'est pas suffisant pour gouverner. D'où leur intérêt à organiser eux-mêmes le scrutin pour obtenir la majorité absolue. Les premiers résultats devaient être connus mercredi soir. On saura définitivement le 2 décembre pour qui auront voté les grandes villes où les élections ont eu lieu. Le reste du pays votera d'ici le mois de janvier 2012. La junte militaire parviendra-t-elle à maintenir l'ordre et un minimum de légalité d'ici là ? Il faut le souhaiter. La réalité de la situation est que l'Égypte profonde, plongée dans la crise, l'insécurité et le chômage grimant, gronde et aspire à un retour de l'ordre et à la reprise de l'activité et de la vie normale. L'immense majorité de la population n'a que faire des jeux politiques et des images de la place Tahrir. Ce grand pays arabe parviendra-t-il à sortir de l'impasse ? Premiers éléments de réponse dans quelques jours. □ P.N.

OTAN

Moscou élève le ton

Le bouclier antimissile demeure une pomme de discorde entre l'Otan et la Russie.

LE 17 NOVEMBRE, l'Otan a annoncé avoir franchi une étape importante du développement de sa capacité de défense antimissile (DAMB). À l'occasion d'un exercice organisé sous la conduite de l'Allemagne, elle a procédé avec succès à un premier tir d'interception. Détectant une menace simulée, un navire américain a aussitôt transmis l'information à une batterie située en Crète. À peine cinq minutes se seraient écoulées entre le départ du missile cible et l'engagement final. Il s'agit toutefois de protéger un théâtre d'opérations, et non une population tout entière - une capacité dont les Alliés prévoient néanmoins de se doter, au grand dam de Moscou. Le 23 novembre, Dmitri Medvedev a prononcé à ce sujet « *une déclaration sans précédent* », rapporte le *Courrier international*. Le président russe menace de déployer des missiles balistiques à la frontière de la Pologne et de la Lituanie. De son point de vue, « *il ne s'agirait pas de couvrir l'Europe contre d'éventuels missiles iraniens mais bien d'en profiter pour contrer la dissuasion nucléaire russe, et donc de dynamiter potentielle-*



ment le dernier symbole de la parité stratégique russo-américaine », selon les explications d'Oliver Kempf publiées par *Atlantico*. La Russie s'inquiéterait tout particulièrement des « *radars de veille qui, s'ils sont officiellement dirigés vers le Moyen-Orient, risquent tout aussi bien d'espionner le territoire russe et d'affaiblir ainsi le système de dissuasion de Moscou* ». Mais pourquoi protester maintenant ? Peut-être le Kremlin soigne-t-il sa popularité à l'approche des échéances électorales. À moins qu'il tente d'exploiter les divisions entre républicains et démocrates, qui devraient se traduire par des coupes sévères dans le budget du Pentagone. Or, prévient Olivier Kempf, « *les différents lobbies américains vont lutter féroce-ment pour que le coupe-ret ne tombe pas sur leur programme* ». Un message serait adressé également au Vieux-Continent : « *Pour les Russes, alors que la crise empire, montrer indirectement le poids budgétaire de la DAMB à des Européens déjà rétifs à l'effort de défense, surtout en ces temps de disette budgétaire, cela permet en outre de favoriser une différence entre les deux rives de l'Atlantique. L'enjeu est alors de plus long terme : constituer une communauté de sécurité européenne élargie (comprendre : avec les Russes) conformément à l'objectif géopolitique foncier de Moscou depuis quelques années.* » Affaire à suivre. □ G.D.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone
- ✓ Courriel

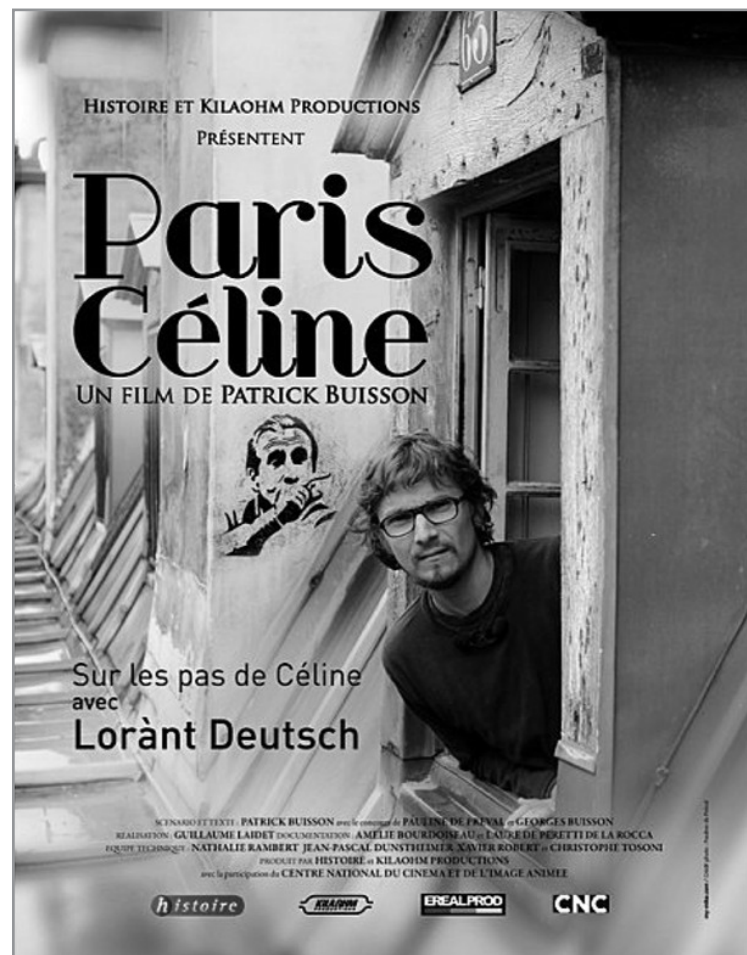
Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
☐ France80 €
☐ Étranger140 €
- Abonnement ordinaire
☐ Un an125 €
☐ Six mois70 €
- Abonnement de soutien
☐ Un an150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
☐ Un an70 €
- Outre-mer (un an)
☐ DOM135 €
☐ TOM165 €
- Étranger (un an)
☐ Europe165 €
☐ Autres pays178 €

❑ TÉLÉVISION

Dans le Paris de Céline

Lorànt Deutsch convie les téléspectateurs à revisiter Paris en compagnie de Louis-Ferdinand Céline, dont on commémorait cette année le cinquantenaire de la mort.



Les talents scéniques de Lorànt Deutsch font trop souvent oublier que ce jeune acteur est aussi féru de littérature que passionné d'histoire et amoureux de Paris. Il vient de réaliser un film d'un peu plus d'une heure sur le "Paris de Céline", dans lequel ses talents se conjuguent pour le plus grand bonheur du spectateur, ou plutôt du téléspectateur. Ce document sera en effet diffusé le 13 décembre prochain sur la chaîne *Histoire*. Lorànt Deutsch nous entraîne sur

les pas de Louis-Ferdinand en s'indignant d'abord de constater l'absence quasi totale de rappels de sa présence dans les lieux où il a vécu, comme dans ceux où il a exercé sa profession de médecin ou son génie d'écrivain. On découvre les vestiges de la boutique dans le passage Choiseul, lieu de l'enfance ; le modeste cabinet du médecin et le dispensaire où il exerça dans le Clichy des années trente, banlieue pauvre et parfois sordide ; le Montmartre des années d'occupation, village de gens

simples et d'artistes dominant la ville, la villa de Meudon, demeure des dernières années. Tour à tour guide gouailleur dans les rues de Paris et de sa banlieue et comédien disant avec âme les textes de Céline, Lorànt Deutsch multiplie les anecdotes. L'œuvre signée par Patrick Buisson, mêle images actuelles et archives audiovisuelles, extraits de films de l'époque où apparaissent Robert Le Vigan, Frehel, Gen Paul et ses œuvres. Un clin d'œil de Lorànt Deutsch au spectateur : une fleur de lys accrochée au mur d'un des appartements de Céline, comme une signature de l'acteur qu'on sait royaliste dans l'âme. Son livre *Le Métronome*, qui retrace l'histoire de Paris et des rois qui s'y sont succédé, connaît d'ailleurs un grand succès de librairie.

Vibrant hommage

Ce document vivant et émouvant dépasse le niveau du simple documentaire. C'est, encore une fois, l'affirmation que pour juger une œuvre, pour apprécier son génie, les esprits bien faits savent s'affranchir du "politiquement correct" et de l'indifférence officielle. C'est une œuvre, un hommage dont on regrettera simplement que les contraintes télévisuelles aient limité la durée de certaines scènes et que la chaîne qui la diffuse ne soit pas accessible à tous. ■

Arnaud Danloux-Dumesnils

✓ *Paris Céline*, chaîne *Histoire*, mardi 13 décembre à 20 h 35 ; rediffusion les vendredi 16 décembre à 18 h 30 et dimanche 18 décembre à 14 h 35.

CINÉMA

Les films de décembre

❑ *Le Chat Potté - El Gato Desperado !* Apparu aux côtés de Shrek, l'ogre vert des marais du royaume de Fort-Fort-Lointain, le Chat Potté, animé par la voix d'Antonio Banderas en VO, devient une "star" à part entière des studios Dreamworks, devant la caméra de Chris Miller. Avant d'être l'hidalgo-desperado signant son nom à la pointe de l'épée d'un "P" qui veut dire Potté et de devenir, avec panache, un redoutable amant et tombeur à la voix chaude de ces minettes, il était une fois, donc, un chaton mignolet élevé dans un orphelinat. C'est là, à la suite d'un exploit, qu'il gagna ses bottes, son chapeau et son épée. C'est-là aussi qu'il devint l'ennemi public numéro 1 par la faute de son faux-jeton de pote Humphry Alexandre Dumpty. Des années plus tard, ce dernier regagne la confiance du Chat Potté et l'entraîne, malgré lui, dans une embrouille malhonnête : voler à deux margoulin des haricots magiques qui, une fois plantés, pousseront jusqu'aux nuages où vit la fameuse Oie aux œufs d'or. Et le Chat Potté de se retrouver dans une galère monstre en compagnie de cet œuf mollet du genou d'Humphry et d'une ravissante et rusée minette voleuse du genre Catwoman sur un toit brûlant, Kitty Pattes de Velours, voix de Salma Hayek en VO, qui va lui friser les moustaches... Si ce long métrage du genre hommage aux westerns spaghetti fonctionne à merveille les quarante-cinq premières minutes, faute d'un scénario touffu et d'un manque d'humour plus griffu, le matou malin perd l'équilibre - et le spectateur, y compris le jeune public - jusqu'au final. Dommage. On aurait aimé ronronner avec ce matou malin, mais c'est loupé. Il manque le coup de griffes qui aurait fait la différence !



❑ *Rhum Express* - Années 1950-1960. Porto Rico, sa moiteur, sa "douceur de vivre", ses journalistes imbibés de rhum et suant, ses hommes d'affaires véreux tendance mafieux mouillés dans des contrats immobiliers douteux... C'est-là, dans cette île soi-disant paradisiaque, que débarque Paul Kemp, Johnny Depp, journaliste-écrivain lassé de sa vie new-yorkaise. Embauché au modeste journal local, le *San Juan Star*, il adopte rapidement le rythme de la vie locale mais aussi la boisson locale. Dans la foulée, et entre deux cuites, il tombe également sous le charme de Chenault, Amber Heard, jolie "sirène" et petite amie d'un agent immobilier véreux qui lui propose de mettre sa plume à son service pour vanter les mérites de son projet immobilier hors-la-loi qu'il a mis au point avec quelques fonctionnaires corrompus du coin. Qu'il accepte ou refuse, son choix fera de toute manière des vagues... En portant à l'écran le livre de Hunter S. Thompson, auteur notamment de *Las Vegas Parano*, qui s'est suicidé en février 2005, le réalisateur Bruce Robinson signe un film "d'atmosphère", une balade moite aux effluves de rhum et plus imbibée qu'un baba au rhum. Une ambiance et un climat à la Hemingway qui valent bien une petite ivresse divertissante dans les bas-fonds de Porto Rico.

Alain Waelkens

ROMANS

Enquêtes et uchronie



❑ L'émoi est grand quand, au collège Saint-Christophe, l'on découvre le cadavre du père de Coursensac. Scandale affreux : le prêtre s'est suicidé. Y a-t-il un lien entre ce décès et la lettre anonyme envoyée à M^e d'Arsonval, notaire bergeracois, averti qu'une main malveillante s'apprêtait à empoisonner sa nouvelle épouse, leur fils au berceau et lui-même ? Gédéon, le fils aîné, adolescent en révolte, a fort mal pris ce remariage précipité et le père de Coursensac était son parrain... Quand la police découvre dans sa chambre de sacrilèges enregistrements de ses confessions, dans lesquelles il se vante de pensées criminelles, le doute ne semble plus permis. D'ailleurs, Gédéon s'est enfui. Mais tout cela ne serait-il pas trop simple ? Il s'agit d'un roman policier, certes, dont l'épilogue, amoral, s'avère réjouissant, mais d'abord d'une satire cruelle, un peu facile quoique parfois juste, du catholicisme post-conci-

liaire, où Montheillet, alias Gédéon, en raison de ses provocations et ses audaces, bien dans l'air du temps, se prend un peu vite pour le diable. Le peinera-t-on en lui disant qu'il ne choquera pas grand monde, et que son père de Coursensac, trop aisément dépassé par les provocations de son pénitent, se noie dans un verre d'eau, bénite, bien entendu ?

❑ En ce printemps 1780, l'arrivée de Neker aux affaires, censée réduire le déficit de l'État, se traduit par un conflit ouvert avec Sartine, ministre de la Marine, qui, engagé dans la guerre contre l'Angleterre et le soutien aux Insurgents, a besoin de fonds colossaux. Appelé à constater le décès suspect d'un contrôleur général de la Marine, Nicolas Le Floch de Ranreuil, commissaire aux affaires spéciales, découvre que certains sont prêts à tout pour mettre la main sur les papiers du défunt, susceptibles de perdre Sartine. Pris entre sa loyauté envers le ministre, son dévouement au roi, en but à la hargne de la reine, menacé de toutes parts, ne sachant plus où sont amis et ennemis, Le Floch doit mêler secrets d'État, combinaisons finan-

cières et intérêts privés, avant que les services anglais s'en chargent. Avec cette neuvième enquête du commissaire Le Floch, toujours fervent catholique et royaliste, Parot retrouve sa verve et donne une intrigue policière de bonne tenue tout en continuant, avec le même talent de la reconstitution et les mêmes scrupules historiques, son très vivant tableau du Paris de Louis XVI. Excellent.

Une France impériale

❑ J'ai déjà expliqué le principe de la série "Jour J" : à telle date, cruciale, de l'histoire, l'événement qui décida de la suite n'a pas eu lieu, l'avenir a pris un tour différent. C'est le principe de l'uchronie. Imaginons donc qu'en 1802, Bonaparte, raisonnable, et l'Angleterre, épuisée par deux décennies de guerre, n'aient pas rompu la paix d'Amiens. L'Empire s'est bâti, a perduré et s'étend désormais jusqu'à la frontière chinoise, la France possédant tout le continent eurasien, tandis que la Grande-Bretagne règne sur les océans, et sur une Amérique où les États-Unis n'ont pas survécu. La paix semble définitive entre les

deux superpuissances. Pourtant, en cet automne 1925, la situation internationale se tend : qui, des Anglais, des Chinois, des nationalistes européens décidés à libérer leur patrie, cherche à déstabiliser le monde en organisant un attentat à Paris le jour du sacre de Napoléon V ? Radié de l'armée, le capitaine Nerval n'a que quelques jours pour récupérer la monstrueuse arme nucléaire mise au point par son filleul, et dérobée par une espionne nommée Mata Hari. La survie de l'Empire et la paix en dépendent. Comme toujours, tout est assez crédible dans ce scénario inquiétant, ce qui crée le sentiment de malaise qui fait l'efficacité de la série. Mais, si l'on peut admettre un Hitler chef fanatisé de la Sainte Vehme, il est plus agaçant de voir, au nom du politiquement correct, surgir un colonel Pétain instigateur de la conflagration finale... ■ A.B.

✓ Hubert Monteilhet, *Les Confessions du diable*, Fallois, 180 p., 16 euros ; Jean-François Parot, *L'Honneur de Sartine*, 10-18, 475 p., 8,60 euros ; Fred Duval et Jean-Pierre Pécau, *Vive l'empereur !*, Jour J 7, Delcourt, 56 p., 13,95 euros.

■ CHRONIQUE DES LIVRES

L'histoire sur papier glacé

Les livres d'histoire aussi se déclinent, à Noël, en version luxe magnifiquement illustrée. Mieux vaut cependant savoir ce que cachent ces belles façades, le contenu n'égayant pas toujours le contenant.

Le livre, une histoire vivante, de l'universitaire australien Martyn Lyons, a de quoi, *a priori*, séduire ceux qui entrent en transe dans les librairies et ne peuvent s'empêcher, chez des inconnus, de scruter les rayonnages de bibliothèque. Il s'agit, à l'heure où des fâcheux prédisent la disparition du support papier tué par le numérique, de raconter l'invention de l'écriture, l'apprentissage de la lecture, la fabrication du papyrus, du parchemin, du papier, le passage du volumen au codex, la calligraphie, l'imprimerie, l'essor de l'imprimé, la naissance des libraires et des éditeurs, leur emprise sur les écrivains. Vaste sujet, soutenu par une iconographie abondante.

Gâchis anglo-saxon

Pourquoi faut-il qu'il soit, comme souvent avec les Anglo-Saxons, gâché par des à-peu-près et la méconnaissance de tout ce qui n'est pas anglophone ? Ne pas rendre aux Phéniciens ce qui leur est dû dans la mise au point de l'alphabet grec, croire que *Le Dit du Genji*, premier chef d'œuvre de la littérature japonaise, est le premier roman de l'histoire littéraire mondiale, en oubliant les romans grecs tel *Daphnis et Chloé*, attribuer à la maison Smith en 1910 l'idée du roman "de gare" que Hetzel produisait en masse dès 1860, relève-t-il de l'ignorance, de la mauvaise foi, de la précipitation ? Quoi qu'il en soit, c'est la crédibilité de l'ensemble qui souffre de ces erreurs... Ces dernières années, les éditions Ouest-France ont publié plusieurs ouvrages de fond consacrés au mont Saint-Michel. Raison pour laquelle *Le Tour du Mont en 1 300 ans* de David Nicolas-Méry et François Saint-James laisse une impression mitigée. En fait, il s'agit moins de raconter l'histoire agitée du rocher de l'Archange que le regard porté dessus de l'extérieur. Ce qui a survécu, dans les archives manchoises, aux bombardements de 1944, permet de reconstituer, à travers des documents, une partie de ce passé. Tour à tour lieu de prière et de pèlerinage, place stratégique enrageant les Anglais durant la guerre de Cent ans, prison d'État, « *crapaud dans un reliquaire* » selon l'expression de Hugo qui en souhaitait la destruction, haut lieu du tourisme, la Merveille a toujours drainé vers elle les curieux ou les foules. À grand renfort de fac-similés dissimulés dans les pages, de l'image pieuse au cartulaire en passant par les plans, affiches publicitaires de chemin de fer et brochures de syndicat d'initiative, c'est cet aspect "commercial" de la dévotion au Prince de la milice céleste que met en



avant ce curieux livre "gadget" où le ludique et l'illustration l'ont définitivement emporté sur le texte.

Renaissance

À contre-courant de ce qui s'est fait sous l'influence de l'école des Annales, prompte à mépriser les individus pour ne s'intéresser qu'aux masses, Robert C. Davis et Elizabeth Lindsmith proposent avec *Hommes et femmes de la Renaissance, les inventeurs du monde moderne*, les portraits de quatre-vingt-quatorze personnages, célèbres ou non, dont ils estiment à raison qu'ils ont, du XIV^e siècle à l'aube du XVII^e, forgé l'histoire du monde par leur pouvoir, leur intelligence, leurs découvertes, leurs talents ou leur érudition. Prises dans l'ordre chronologique, richement illustrées, sous couverture toilée ivoire, ces courtes notices offrent une galerie où se côtoient Chrysoloras, universitaire byzantin à l'origine du renouveau de l'hellénisme en Europe, Biondo qui redécouvrit la Rome antique, Christine de Pisan, Catherine de Médicis, Isabelle d'Este, Marguerite de Navarre, Érasme, Machiavel, Charles-Quint, Palestrina, Josquin des Prés, César Borgia, Castiglione, Bernardin de Sienne, François-Xavier, Thérèse d'Avila, des saints et des brigands, des hommes de l'ombre et d'autres du grand jour, des savants et des aventuriers, des courtisanes et des artistes, dans une chaîne de destins croisés. Mais le plus intéressant est l'honnêteté

de l'analyse sur une période trop souvent magnifiée au détriment des "ténèbres médiévales", les auteurs soulignant la violence, la superstition et la férocité de générations d'ordinaire louées pour des vertus contraires. Les Médicis sont la parfaite illustration de ces contrastes. Ils firent de Florence la perle des villes, cœur de l'humanisme et des arts, tout en gouvernant d'une poigne de fer, au point qu'il reste difficile de passer devant la Signoria sans penser aux cadavres des Pazzi pendus aux balcons après l'échec du complot qui coûta la vie à Julien mais rata Laurent le Magnifique, son aîné, lequel ne rata pas ses opposants... Le catalogue de l'exposition *Trésor des Médicis* tenue en 2010 à Paris ne s'arrête pas à ces détails et met en valeur l'extraordinaire politique de mécénat de la dynastie, tant en Toscane qu'à Rome, à travers ses papes, voire en France grâce à Catherine et Marie, et la passion de collectionneurs de ces princes, à l'origine des premiers musées d'Europe, qui rassembleront dans tous les domaines ce qui se faisait de plus beau et de plus précieux. À côté des tableaux, sculptures, antiques, le catalogue révèle l'intérêt des Médicis pour les sciences, la musique, les "arts premiers", les gemmes, les autographes. Il eût fallu y ajouter, ce que l'exposition ne pouvait faire, l'architecture et l'art des jardins, le tout porté à une perfection inégalable. Les derniers Valois, en cela, furent très Médicis, et plus encore Louis XIV.

En bâtissant Versailles, le Roi Soleil s'inscrit dans cette logique italienne héritée de sa grand-mère, en ayant le génie d'en faire le chef d'œuvre du Beau à la française. On a tellement vu le palais et le parc qu'ils semblent ne plus pouvoir nous surprendre. Guillaume Picon et Francis Hammond y parviennent pourtant avec un livre splendide, *Versailles, invitation privée*. Ils vous ouvrent les portes d'appartements, bâtiments, jardins fermés au grand public. Peu de texte, hormis les légendes et des citations de mémorialistes, mais, à travers des clichés de détails ou de vues d'ensemble à couper le souffle, l'impression que le temps s'est suspendu et que vous venez de faire un bond de deux ou trois siècles en arrière. De l'Orangerie à la Chapelle, du Hameau de la reine aux grand et au petit Trianon, des bains d'Apollon à la chambre de M^{me} de Pompadour, des écuries à l'opéra, voici Versailles comme vous l'avez toujours rêvé : inoubliable.

Un autre Versailles

Vous le complèterez avec *Le château de Versailles raconte le mobilier national*, récit du patient travail qui permet de remeubler le palais soit avec des objets en provenant, dispersés lors de la Révolution, en France ou à l'étranger, soit par d'autres similaires venant de demeures royales ou de ministères. Chaque meuble retrouvé et restauré fait l'objet d'une notice circonstanciée retraçant son histoire et sa remise en état.

C'est aussi un hommage au Mobilier national depuis sa création par Louis XIV, à Thierry de Ville d'Avray, qui paya de sa tête sa fidélité à Louis XVI, à ses continuateurs, et aux artisans qui oeuvrent à cette sauvegarde. Si Versailles demeure le modèle inégalé et inégalable, d'autres dynasties européennes s'essayèrent, au fil du temps, à donner d'elles-mêmes l'image la plus flatteuse et la plus fastueuse possible. *Fastes et grandeur des cours d'Europe* est le catalogue de l'exposition qui s'est tenue l'été dernier à Monaco. À travers des bijoux, meubles, pièces d'argenterie, services de table, œuvres d'art, voici revivre, les cours de Louis I^{er} de Portugal, Victoria, Léopold de Belgique, Philippe V d'Espagne, François-Joseph, Alexandre II, Wilhelmine, celles des rois de Bavière, Norvège, Saxe, Prusse, Suède, Danemark, Naples et Turin, et bien sûr celle de Monaco. Il règne là un désordre chronologique et géographique surprenant, on peut déplorer le choix de Napoléon et Joséphine pour représenter la cour de France, mais l'abondance de beaux objets et de gros plans thématiques sur une œuvre ou un sujet donnés (l'ambre cadeau royal prussien, la porcelaine de Meissen, les Russes sur la Côte d'Azur) donnent un aperçu d'une politique de prestige plus durable et féconde que les manifestations à prétentions artistiques de nos modernes démocraties.

Un Paris disparu

Passons pour finir des splendeurs monarchiques au quotidien populaire avec les photographies que Robert Doisneau consacra aux Halles de Paris de 1950 à leur destruction sous Pompidou. Les pavillons Baltard, qui avaient représenté sous Napoléon III le summum du progrès et de l'hygiène, furent accusés, cent ans plus tard, d'être d'immondes trous à rats d'une saleté repoussante et voués comme tels à la démolition. Les photos de Doisneau participèrent d'un mouvement d'indignation des Parisiens qui voulaient sauver l'endroit. Sans succès. Restent ce témoignage, rassemblé par Vladimir Vasak, d'une vie difficile, d'une France qui se levait tôt et travaillait dur, et des gueules, grandioses, d'hommes et de femmes qui incarnaient un Paris aujourd'hui disparu. ■

Anne Bernet

3 Martyn Lyons, *Le Livre, une histoire vivante*, Ouest-France, 225 p., 30 € ; David Nicolas-Méry et François Saint-James, *Le Tour du Mont en 1 300 ans*, Ouest-France, 115 p., 32 € ; Robert Davis et Elizabeth Lindsmith, *Hommes et femmes de la Renaissance*, Flammarion, 335 p., 34,90 € ; collectif, *Trésor des Médicis*, Skira-Flammarion, 270 p., 40 € ; Guillaume Picon et Francis Hammond, *Versailles, invitation privée*, Skira-Flammarion, 320 p., 75 € ; collectif, *Le château de Versailles raconte le mobilier national*, Skira-Flammarion, 280 p., 45 € ; collectif, *Fastes et grandeurs des cours d'Europe*, Skira-Flammarion, 370 p., 49 € ; Vladimir Vasak, *Doisneau, Paris Les Halles*, Flammarion, 160 p., 30 €.

■ PHILIPPE V

Un Bourbon en Espagne

Philippe V règne sur l'Espagne à partir du 15 novembre 1700. Suzanne Varga brosse le portrait de ce petit fils de Louis XIV dans une biographie richement documentée, avec un grand sens de la psychologie.

Les éditions Pygmalion viennent de publier un livre de Suzanne Varga, volumineux mais point du tout pesant, même élégant, fort documenté et riche d'une grande culture historique, littéraire et artistique, sur Philippe V, roi d'Espagne, petit-fils de Louis XIV, le premier Bourbon régnant sur ce pays et fondant une nouvelle maison dont découleront bientôt les Bourbon-Parme et les Bourbon-Siciles.

Le dur destin des princes

Tout est dit de la grande prudence de Louis XIV qui prit dans le plus grand secret la décision d'accepter le testament du dernier Habsbourg d'Espagne, le vieux et malade Charles II qui donnait la succession du trône ibérique à son petit-neveu Philippe, duc d'Anjou, âgé alors de dix-sept ans, lequel se trouvait être aussi le petit-fils de Louis XIV et de l'infante Marie-Thérèse, et l'arrière petit-fils de Louis XIII et de l'infante Anne d'Autriche. Décision cornélienne pour le vieux roi de France : accepter c'était, outre se souvenir des liens civilisateurs très étroits qui unissaient les deux pays depuis des siècles, faire disparaître à jamais la menace de la prise en tenaille de la France par un nouveau Habsbourg ou un de leurs amis montant sur le trône outre-Pyrénées, mais c'était aussi prendre le risque, en ayant cette jeune monarchie à protéger, d'une guerre générale contre les États de l'Europe entière qui regardaient déjà le royaume de Charles II comme une proie à s'arracher bientôt...

Suzanne Varga étudie avec un grand sens de la psychologie ce que fut le drame de Philippe, fils du Grand Dauphin de France, qui aimait tant Versailles et qui idolâtrait son frère cadet le duc de Bourgogne, d'être ainsi pris au dépourvu par le dur destin des princes. Mais le devoir primait alors chez ces âmes bien nées qui sentaient le sang royal couler dans leurs veines et que l'on n'appelait pas encore du nom ridicule d'adolescents. Philippe, jeune prince mélancolique, accueilli par une joie débordante dans la péninsule ibérique, d'abord soumis à la force des événements, n'attendit pas pour montrer sa valeur le nombre des années. Il se prit à aimer son nouveau royaume et ses « *chers Espagnols* » dès qu'il eut à les mener à la bataille contre l'Europe coalisée, même parfois contre la France du Régent, duc d'Orléans, et à courir le risque de la mort parmi eux.

Réformant les tribunaux, protégeant les Arts, le commerce et les manufactures, fondant la bibliothèque royale de Madrid, il imprima alors à la monarchie d'outre-Pyrénées une tournure



Philippe V d'Espagne

nouvelle, offrant ainsi l'apport de la sagesse de la France classique au tempérament effervescent de l'élite espagnole, un peu avant que la Révolution dite française vint entraîner la décadence de deux royaumes.

Chacun chez soi

Il ne fut jamais question d'annexer l'Espagne à la France. Louis XIV avait été clair le matin du 15 novembre 1700 en annonçant à Versailles à Philippe qu'il régnerait sur l'Espagne : « *Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir ; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre les deux nations ; c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix de l'Europe.* » Donc accord familial et amical, mais chacun souverainement chez soi. « *Il importe au repos de la chrétienté que les deux États soient séparés à jamais* », écrivait aussi Louis XIV. Quand, au plus fort de la guerre de Succession d'Espagne (vers 1704), il apparut que Versailles ne pouvait continuer de soutenir l'Espagne sans dommages graves pour la tranquillité de l'Europe, c'est alors que le jeune roi adopta pour jamais le pays qui l'avait appelé sur le trône. Suzanne Varga parle d'« *émancipation* » du royaume avant d'ajouter qu'entre lui et son peuple naissait une « *fervente communion* »

car il se sentait « *un Espagnol parmi les Espagnols* » et « *semblait être ce qu'apparemment ses sujets attendaient de lui : à la fois de la terre et du ciel, battant et priant, réservé et intrépide, mystérieux et fraternel.* » En l'occurrence, il trouva auprès de son peuple fidèle une de ces réactions vives qui prouvait que, tout accablé qu'il fût, il gardait assez de vaillance et de fierté nationale pour se dévouer au salut de la patrie. Le roi « *s'était en effet hissé à la hauteur des circonstances embrassant ce qu'il considérait comme les intérêts exclusifs de son royaume, dans ses actions comme dans son gouvernement* ».

Un roi bon espagnol

Bien décidé à ne quitter l'Espagne qu'avec la vie, il accepta sans état d'âme les renonciations de la branche espagnole des Bourbons au trône de France enregistrées aux traités d'Utrecht (1712) non parce qu'elles furent imposées par les nécessités de la guerre et la volonté de l'Angleterre, mais parce qu'il savait qu'elles étaient conformes aux lois fondamentales des deux royaumes. Si dans un premier temps Philippe eut des velléités de revenir en France, c'était à cause de l'hécatombe qui dépeupla presque toute la descendance de Louis XIV entre 1712 et 1714, mais dès qu'il s'avéra que

le petit Louis XV, arrière-petit-fils du vieux roi, vivrait, il renonça à ce projet, ne pensant plus qu'à son royaume espagnol auquel il assurait une abondante dynastie de ses deux épouses successives Marie-Louise-Gabrielle de Savoie et Élisabeth Farnèse, héritière du duché de Parme. Les renonciations des Bourbons d'Espagne furent solennellement enregistrées au parlement français et devant les Cortès sur les saints évangiles et sous la garantie de Dieu Lui-même. Un tel serment engageait deux royaumes chrétiens qui ne sauraient songer à le violer.

Ce n'est pas tout à fait ainsi que, quatre cents ans plus tard, certains descendants de Philippe V et leurs partisans voient la question ; partant du fait que les lois fondamentales de primogéniture mâle sont immuables en France, ils ne voient pas que les meilleures lois aboutissent aux pires sophismes quand on ne les considère pas dans leur continuité historique, dominée par la coutume. En fait, les lois de succession au trône de France (loi d'hérédité par primogéniture mâle, loi d'exclusion des femmes de la succession, loi d'inaliénabilité du domaine) sont plus le fruit de la coutume que du travail en chambre de juristes purs et durs et ont toujours été subordonnées au principe majeur de la sauvegarde de la nation, ce qui exclut toute prétention d'un prince descendant d'une branche qui a lié son sort des siècles durant à un pays étranger. C'est le temps qui fonde les légitimités, or le temps veut que les princes espagnols et leurs descendants sont légitimes en Espagne, à Parme et en Sicile, nulle part ailleurs...

Retour en France

Suzanne Varga n'aborde pas cette question dans son grand livre, elle ne cite même pas dans son tableau généalogique des Bourbons d'Espagne le prince Luis-Alfonso, aîné de tous les Bourbons, et qu'au nom de la légitimité stricte certains présentent comme le futur roi de France. Ce prince descend d'un fils d'Alphonse XIII exclu de la succession espagnole au profit du comte de Barcelone, père de Juan Carlos, le roi actuel. Il est donc disponible pour servir et le fait qu'il le désire est tout à son honneur. Il pourrait aspirer à une haute mission diplomatique à laquelle l'appellent son rang et sa naissance. La question de ses droits au trône d'Espagne ne nous regarde pas en tant que Français. Mais il ne saurait être question d'oublier quatre siècles de l'histoire de nos deux pays pour lui donner le trône de France, lequel reviendra, la branche aînée s'étant éteinte en 1883 en la personne d'Henri V, comte de Chambord, aux Orléans, descendant de Philippe, duc d'Orléans, second fils de Louis XIII et qui, malgré les fautes personnelles de quelques-uns d'entre eux, n'ont jamais servi que la France. ■

Michel Fromentoux

✓ Suzanne Varga, *Philippe V, roi d'Espagne, petit-fils de Louis XIV*, Pygmalion, 582 pages, 24,90 euros



» JEANNE D'ARC

En janvier prochain, nous fêterons les six cents ans de la naissance de Jeanne d'Arc. À l'approche de cet anniversaire, un colloque lui est consacré à Paris le samedi 3 décembre, à l'initiative de l'association Avec Jeanne. 15 h 50 : ouverture des portes ; 16 heures : présentation du colloque par Éric Letty ; 16 h 10 : "Jeanne d'Arc chef de guerre, les origines de la légende", par Alain Bournazel ; 16 h 35 : "Jeanne d'Arc à travers les âges, de François Villon à Georges Brassens", par l'abbé Christian-Philippe Chanut ; 17 heures : "survivistes et bardisants, les artisans d'une légende tronquée", par Olivier Bouzy ; 17 h 30 : pause ; 17 h 45 : "Jeanne d'Arc et l'opinion publique de son temps", par Olivier Hanne ; 18 h 15 : "Une sainte pour temps de crise, coups de sonde dans la vie spirituelle de Jeanne d'Arc", par l'abbé Guillaume de Tanoüarn. Espace Bernanos, 4 rue du Havre, Paris 9^e (métro Havre-Caumartin ou Saint-Lazare) ; entrée : 5 euros ; www.avec-jeanne.fr

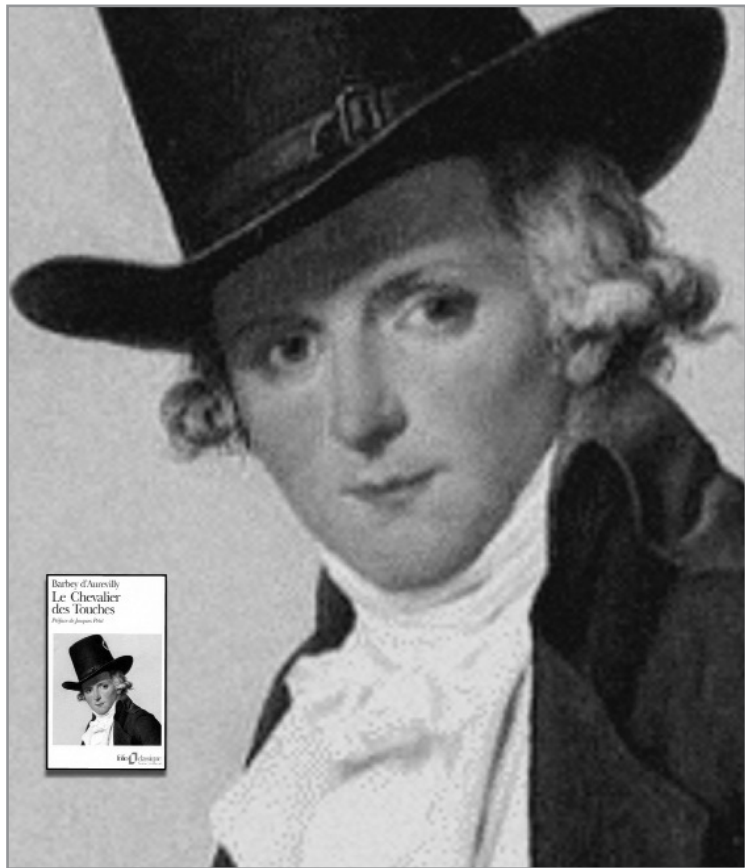
» AFRIQUE DU NORD

La fondation Algérie-Maroc-Tunisie pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie (président Claude Bébéar) organise une première journée d'études le lundi 12 décembre à la Maison de la Chimie (28 rue Saint-Dominique, salle 262, Paris 7^e), sur le thème "les peuplements de l'Afrique du Nord, une histoire de migrations plurielles". Participeront, entre autres, Frédéric Grasset, ambassadeur honoraire, les professeurs Chantal Bordes-Benayoun, Madeleine Rouvillois-Brigol, Gérard-François Dumont, ancien recteur, Gérard Crespo, et l'historien Jean-Jacques Joordi. Table ronde présidée par le professeur Jean-François Matteï, professeur émérite à l'université de Nice. Clôture de la journée Journée par Hamlaoui Mèkachéra, ancien ministre français délégué aux Anciens combattants.

■ BARBEY D'AUREVILLY

L'esprit chevaleresque

Le roman historique s'avère un puissant vecteur de valeurs. Témoin, l'œuvre de Jules Barbey d'Aureville (1808 -1889), inspirée par la vie d'un héros de la chouannerie.



Jules Barbey d'Aureville est l'un des romanciers français du XIX^e siècle les plus marqués par le monarchisme et l'ultramontanisme de Joseph de Maistre, cela dès sa lecture des *Soirées de Saint-Pétersbourg* en 1838. Il se place dans la tradition contre-révolutionnaire, s'opposant à la Révolution française comme à la philosophie des Lumières, portant un regard acerbe sur la société bourgeoise de son époque.

Les chasseurs du Roi

Ce regard comme cette idéologie s'incarnent dans l'écriture du *Chevalier des Touches*, un roman historique publié en 1864, contant l'enlèvement du chouan Jacques Destouches par les révolutionnaires et l'entreprise menée par ses amis pour le récupérer. Le roman historique permet à Barbey d'Aureville de témoigner de son idéologie, cherchant ainsi à convaincre tout autant qu'à décrire, se servant de la forme propre à ce genre narratif pour déployer une pensée touchant à de nombreux domaines, à la fois philosophique, esthétique, historique et politique.

Le récit nous présente cette chouannerie si vivace, les valeurs qui l'animent comme les figures qui la représentent. Ne cessant de les comparer à quelques personnages ou héros du passé à travers des références à l'Antiquité ou à la culture médiévale, Barbey d'Aureville nous convie à la rencontre de ces « *chasseurs du Roi* » emplis d'une véritable noblesse d'âme, « *romanesques comme des héros* », prêts à en découdre face à la République moribonde. C'est « *Dieu et le roi*

[qui sont] *dans leur cœur* ».

Il faut garder en mémoire la situation du XIX^e siècle : la question du meilleur régime politique est au cœur des problèmes de cette époque qui voit se succéder républiques, empires et monarchies jusqu'en 1870. Barbey d'Aureville intervient dans un débat qui fait rage pour défendre un retour strict à l'Ancien Régime. Il en appelle ainsi, dans son roman, à une nouvelle chouannerie, ses personnages faisant office de modèles sur lesquels nous devrions prendre exemple pour la défense d'« *une cause qui représentait l'honneur, la religion, la royauté, cette triple fortune de la France* ».

Nouvelle vision

Barbey d'Aureville tend à rompre avec la vision péjorative de l'époque des Vendéens et des Normands, souvent présentés comme des sauvages, notamment par Honoré de Balzac. Ses personnages apparaissent comme les derniers gardiens d'un monde révolu, celui des chevaliers médiévaux et de la galanterie française : « *À côté du royalisme qui y palpitait, il y avait d'autres sentiments, d'autres passions, d'autres enthousiasmes. La jeunesse ne sonnait pas vainement, en eux, son heure brûlante. Comme les chevaliers, leurs ancêtres, ils avaient tous ou presque tous une dame de leurs pensées dont l'image les accompagnait au combat.* »

Se dresse néanmoins dans cette œuvre un tableau très pessimiste de la situation. Les Chouans apparaissent bien seuls dans une époque déjà résignée au passage vers un nouveau monde, celui de

la Révolution et de la République, celui du matérialisme et de l'individualisme : « *L'amour du roi, la religion, le respect des nobles ne venaient que bien après l'amour de leur fait et le besoin d'avoir de quai sur la planque.* » Dès lors, les quelques chouans qui nous sont présentés apparaissent comme des figures d'exception. Un nouveau clivage se dessine très vite au sein du roman, non plus entre les chouans et les révolutionnaires, mais entre les chouans fidèles et ceux qui ne le sont que par profit. Les héros se distinguent des hommes communs animés par le péché originel ; nous retrouvons ici la tradition maistrienne qui témoigne d'un véritable pessimisme anthropologique. Barbey d'Aureville nous montre ainsi qu'une bonne cause seule ne suffit pas, qu'il faut également être un homme à la hauteur de la cause que l'on défend, et c'est tout un retour à l'esprit chevaleresque et aristocratique de l'Ancien Régime qui semble nécessaire.

Sincérité du style

Mais plus encore, c'est par l'usage des procédés littéraires que Barbey d'Aureville semble ici en appeler à une tradition perdue. Une sincérité est en effet à l'œuvre dans ce roman : l'auteur, témoin dans son enfance d'une discussion pendant laquelle l'histoire des chouans avait été contée, propose au lecteur de la lui transmettre à son tour. Le genre du roman historique permet de mêler impressions subjectives et réalité historique, se conformant à une tradition médiévale perdue dans laquelle prévalait une transmission orale. Pour l'auteur, disciple de Joseph de Maistre, s'il y a civilisation de l'écrit, celle-ci a trouvé son apogée dans la période révolutionnaire et il faut s'y opposer, revendiquer le retour à la coutume et à la tradition contre la loi positive, proprement humaine et écrite : « *toute constitution écrite est nulle* » (Joseph de Maistre, *Soirées de Saint-Pétersbourg*). Toute l'utilisation du langage par Barbey d'Aureville témoigne de l'importance donnée à la parole et aux diversités linguistiques contre l'uniformisation imposée de force par la Révolution. Des expressions normandes sont régulièrement utilisées dans son œuvre, accentuant le réalisme tout en prônant une posture contre-révolutionnaire : « *gare l'eau* », « *avoir de quai sur la planque* », etc. « *Je suis plus patoisant que littéraire et encore plus Normand que Français* », disait Barbey d'Aureville à la fin du *Chevalier des Touches*. Quel esprit français et quelle littérature s'incarnent pourtant dans son œuvre ! ■

Dimitri Julien

CHRONIQUE

Jeanne d'Arc, sainte du compromis



Une nouvelle association vient de voir le jour pour entretenir le souvenir de Jeanne dont la figure, symbole d'espoir, transcende tous les clivages.

AVEC QUELQUES AMIS et un patron, Éric Letty, dont la plume naguère fit rage et fit mouche dans ces colonnes, sentant le vent mauvais se lever sur 2012, nous avons lancé l'association Avec Jeanne, pensant que Jeanne était, plus justement que sainte Rita, la patronne des causes désespérées, la sainte de toutes nos crises. La France était une cause perdue, neuf ans après le honteux traité de Troyes (1420). Le Petit Roi de Bourges se terrait à Chinon. Les Anglais avaient mis le siège devant Orléans. C'était une question de quelques semaines et on n'entendrait plus parler des Valois. La France pourrait devenir anglaise ; son prince Henri VI serait l'enfant à la double couronne. Quant à Charles, fils de Charles et petit-fils de Charles, il pensait fuir en Aragon ou en Écosse. Et Jeanne, dix-sept ans, pucelle et chef de guerre, en quelques semaines d'une campagne éclair, délivrant Orléans et anéantissant l'armée anglaise à Patay, rétablit la situation de son Prince.

En France, on a l'habitude des causes désespérées et les Français ne sont jamais si performants que quand tout a l'air fini pour eux. On peut dire de Jeanne d'Arc qu'elle est l'emblème, qu'elle est le symbole de cette espérance politique. Elle a pu renverser le match qui opposait la France à l'Angleterre, en utilisant le temps additionnel : les arrêts de jeu. En trois semaines, elle a changé le visage d'une guerre de cent ans. Avant la Pucelle, dit un chroniqueur du temps, cinq cents Anglais pouvaient l'emporter sur toute l'armée française. Après la Pucelle, trois Français mettaient en danger cinq cents Anglais. Mystère de ce que l'on appellera plus tard la *Furia Francese* !

Il y a en Jeanne, sur le champ de bataille, quelque chose d'une *passionaria*. Mais elle sait s'arrêter et réfléchir. Elle a plus de sens politique que tous les capitaines qui l'entourent. Elle comprend que le sacre de

Charles VII à Reims est plus important que quelques places fortes regagnées sur la Loire. Elle devine les Français : ce dont ils ont besoin, c'est de se reconnaître dans quelqu'un. Et ce quelqu'un, ce n'est pas elle, bien sûr, c'est le roi. Symbole de l'espérance politique, Jeanne est aussi celle qui a su réfléchir aux conditions concrètes, à la stratégie à mettre en œuvre. Mais aujourd'hui, direz-vous ? Maurice Barrès avait bien vu la modernité de Jeanne. Sainte de la patrie, elle est avant tout la sainte d'un compromis nationaliste à la française, qui regroupe toutes les familles spirituelles du pays dans un même élan. Il écrit dans ses *Cahiers* : « *Il n'y a pas un Français dont Jeanne ne satisfasse les vénération profondes.* » Et d'énumérer le royaliste, le césarien, le républicain, le révolutionnaire : « *Aucun parti n'est étranger à Jeanne d'Arc et tous les partis ont besoin d'elle. Pourquoi ? Parce qu'elle est cette force mystérieuse, cette force divine d'où a jailli l'espérance.* »

Reste aujourd'hui à réinventer « *les vénération profondes* » qui nous ont fait ce que nous sommes. Reste à ressaisir l'héritage que chaque Français trouve dans son berceau en se donnant seulement la peine de naître. Nous sommes fiers - trop fiers ? - de notre liberté revendiquée. Mais quelle liberté est possible si nous n'apprenons pas à respecter ensemble ce qui est respectable ? Dans la grande célébration de l'Aujourd'hui, n'oublions pas ce respect, sans lequel aucune vie sociale n'est seulement possible. Les seuls compromis qui valent, c'est sur le respect qu'il faut les édifier. □

Abbé G. de Tanoüarn

✓ Le samedi 7 janvier à 11 heures, pour le sixième centenaire de la naissance de Jeanne d'Arc, l'association Avec Jeanne fera célébrer une messe dans la cathédrale d'Orléans.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



Une histoire intellectuelle

Nous commençons, à propos de la nouvelle édition de l'ouvrage de François Huguenin consacré à l'Action française, l'évocation d'un siècle d'histoire intellectuelle, d'autant que l'auteur, révisant certains de ses jugements publiés en 1998, les nuance à l'excès, au risque de verser parfois dans l'incohérence.

IL EST INHABITUEL, nous en avons conscience, d'ouvrir la critique d'un livre, en l'occurrence d'une « édition revue et augmentée », par la critique de la critique... C'est pourtant ce que nous avons fait, sur le site de l'Action française, à propos de la réédition du livre de François Huguenin, *À l'École de l'Action française*, publiée cet automne sous un titre plus neutre, *L'Action française, une histoire intellectuelle*. Et nous ne le regrettons pas ¹. D'autant que François Sureau, dans *Le Figaro littéraire* du 9 novembre, semble confirmer le jugement, dépréciatif, de Patrice de Plunkett, que nous avons épinglé ² : « *Peut-être a-t-on exagéré Maurras, et c'est l'immense mérite du livre exigeant et subtil de François Huguenin de le remettre à sa juste place.* » Car la même condamnation et, si non les mêmes contresens, du moins leur expression convergente, ne laissent pas d'interroger. Qu'est donc l'ouvrage de François Huguenin devenu ? En 1998, la parution du livre avait été légitimement et unanimement saluée par la critique. D'autant qu'il ne laissait quasiment rien dans l'ombre de la multiplicité de l'influence d'une école de pensée - d'où le titre

originel - sur les plans politique évidemment, mais également intellectuel, religieux et spirituel, littéraire, artistique ou géopolitique. Ce balayage de près d'un siècle d'histoire intellectuelle était fait, nous prévenait alors la quatrième de couverture, « *sans indulgence ni manichéisme vis-à-vis des errements de l'antisémitisme ou du ralliement de Vichy d'une partie des intellectuels d'Action française* ». Aujourd'hui, la quatrième de couverture nous prévient que l'étude est réalisée « *sans indulgence vis-à-vis des dévoiements de l'antisémitisme ou du ralliement à Vichy* ». Certes, chacun connaît le dictionnaire, traducteur, mais, tout de même, perce une interrogation majeure : entre 1998 et 2011, François Huguenin serait-il devenu « *manichéen* » ? L'auteur prévient d'emblée : sa nouvelle édition, à ses yeux « *définitive* », prend non seulement en considération la bibliographie la plus récente, mais développe également « *un certain nombre de points qui, à la relecture, [lui] avaient paru insuffisamment traités* », notamment « *la xénophobie maurrassienne* », l'antisémitisme, les relations entre l'Action française et le catholicisme et l'héritage de la pensée réaction-

naire (Huguenin ayant écrit entre-temps un ouvrage justement remarqué sur *Le Conservatisme impossible*), si bien que « *la conclusion de ce livre [...] est substantiellement différente de celle [...] livrée en 1998* » (14-15 ³). Comment ne pas s'en réjouir, du moins a priori ? D'autant que Huguenin nous prévient avoir fort heureusement « *retranché quelques longueurs parfois* ». Nous verrons toutefois qu'on n'est jamais si bien trahi que par... sa propre modestie. On comprendra que cette nouvelle « *profondeur de champ* » fasse l'objet de notre analyse. ❑

- 1 - Nous renvoyons à nos deux articles parus sur Internet : <http://www.actionfrancaise.net/craf/?PONCIFS-ANTIMAURRASSIENS-1> et <http://www.actionfrancaise.net/craf/?PONCIFS-ANTIMAURRASSIENS-II>
- 2 - Patrice de Plunkett se demande notamment, entre autres amabilités : « *Comment expliquer le prestige de Maurras durant les années 1920-1930 ? Que des auteurs de l'envergure de Maritain ou Bernanos aient été "mêlés de si près" à l'histoire de l'Action française, semble une énigme aujourd'hui.* »
- 3 - Nous mettons entre parenthèses le numéro des pages.



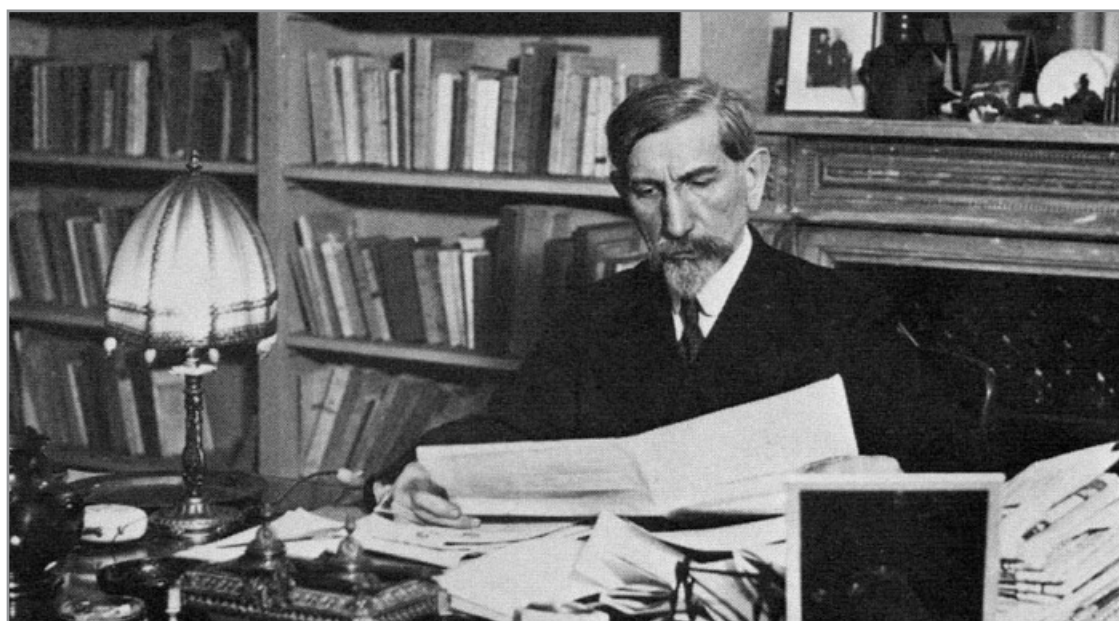
ticles du quotidien, un niveau de discours quasi populiste et une réflexion souvent beaucoup plus distanciée de l'événement », ce qui « *crée une confusion dont nous avons encore du mal à sortir* »... Huguenin n'interroge pas le mot "populiste" dont les résonances en ce début de XXI^e siècle ne sont pas les mêmes qu'à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle. Mais l'anachronisme, mêlé d'une étonnante ignorance, atteint un sommet lorsqu'il reproche à Maurras d'avoir employé le mot "météque", « *qui renvoie également à une insulte courante, liée au délit de faciès* » (109), alors même que c'est Maurras qui, dans *La Cocarde* de Barrès, en 1894, fut... le premier à l'employer en français moderne ! Il ne s'agissait donc pas pour Maurras de reprendre « *une insulte courante* », mais d'observer, comme il le dira par la suite, que « *la République française était sans défense contre ces hôtes* [sens du mot métèque : celui qui vit sous le même toit que le citoyen], *car ils s'y rendent maîtres de l'Etat dénationalisé* » (*L'Action Française* quotidienne, 6 mars 1927). L'auteur "revu et augmenté" oublie également un peu vite que le journalisme, avec ses exigences et contraintes, est un acte politique par excellence pour Maurras, qui avait à ce point conscience de cette difficulté, inhérente au combat quotidien, qu'il tirait - ou faisait tirer - de ses articles des recueils permettant précisément de dégager les « *lignes de force* » de ses... *Politiques*. Aussi est-il un peu convenu et décevant de conclure que ce que Maurras énoncerait « *une peur* », « *celle de voir le lieu du vivre ensemble se disloquer et, du coup, se retrouver face à la solitude existentielle de tout son être* »... Ces anachronismes bien pensants, ce psychologisme de pacotille sont-ils dignes de François Huguenin ? Ils ne l'auraient pas été, en tout cas, de celui de 1998. Du reste, reprenant son ouvrage antérieur, ne reconnaît-il pas, trois pages plus loin, que « *L'Action française, dès 1902, se rallie à la conclusion monarchiste de Maurras et s'affranchit du vieux fond de nationalisme populiste* » (112, réitéré 113) ? Là encore, les deux vêtements, l'ancien et le nouveau, cousus maladroitement ensemble, jurent... À suivre. ■

Axel Tisserand

✓ François Huguenin, *L'Action française*, Perrin-Tempus, 686 p., 12 €,

La question de l'antisémitisme, de la xénophobie et du populisme (I)

FRANÇOIS HUGUENIN n'a pas tort de remarquer d'emblée, car c'est une constatation, non un jugement, que si « *l'image de l'Action française est considérablement dégradée depuis cinquante ans, en dépit de son refus viscéral des totalitarismes que d'autres mouvements célébraient sans complexe* », c'est « *pour deux raisons presque successives* » : Vichy et l'antisémitisme (11). D'où un nouveau chapitre, sur la « *Tunique de Nessus* » que constituerait pour l'AF l'antisémitisme maurrassien. Chapitre ô combien douloureux, compte tenu de la tragédie historique. Toutefois, rappelant que pour Maurras l'antisémitisme de peau est un mal (40), et que l'antisémitisme maurrassien est « *inassimilable à un antisémitisme biologique à la manière nazie* », pourquoi affirmer quelques lignes plus loin que, même replacé dans son époque, le concept de « *Juifs bien nés* », « *dans son ambiguïté même, relativise dangereusement la distinction que l'Action française a toujours voulu prôner entre antisémitisme d'État et antisémitisme de race* » (41) ? Comment deux termes « *inassimilables* » peuvent-ils être relativisés, c'est-à-dire mis en relation et donc rendus semblables à certains égards, c'est là un mystère logique que nous ne saurions résoudre. Peut-on parler de « *délire paranoïaque* » (42) à propos de Maurras seul quand on avoue aussitôt après, avec justesse, que son an-



Charles Maurras dans son bureau de l'Action française, rue du Boccador

tisémitisme était une « *vision alors partagée avec les syndicalistes révolutionnaires de l'extrême gauche engagés dans la lutte insurrectionnelle* » (*ibid.*) et que l'on a rappelé auparavant que Clemenceau évoquait, en 1898, « *le Juif crasseux* » au « *nez crochu* » (cherchez : vous ne trouverez pas cela chez Maurras), et que Jaurès dénonçait, après Fachoda, « *dans l'action juive un cas particulièrement aigu de l'action capitaliste* », prônant un « *socialisme nuancé d'antisémitisme* » (38) ? Du reste, s'appuyant sur Michel Herszkowicz, il reconnaît peu après « *l'irréductibilité de la position maurrassienne au racisme nazi et à ses conséquences immédiatement démoniaques* », « *jusqu'à l'abandon définitif de tout discours antisémite* » par l'Action française (42-3).

L'enkystement intellectuel de Maurras sur la question de l'antisémitisme est à la fois suffisamment douloureux et réel pour ne pas justifier le soupçon d'être autre que ce qu'il a été : une permanence (ignorée de Bainville, abandonnée par Daudet) d'un héritage multiple du XIX^e siècle, dont Pierre Boutang a montré qu'il n'était pas essentiel à la pensée maurrassienne. D'ailleurs Huguenin remarque, dans la première mouture, conservée, de son ouvrage, que « *plus la pensée politique de la jeune Action française s'affine, moins l'antisémitisme apparaît* » et que la « *plupart des antisémites obsessionnels - comme Jules Soury, François de Mahy ou Jules Caplain-Cortambert - ne se convertirent jamais au royalisme* » (69-70) : il eût pu tout simplement ajouter le nom

de Drumont, Maurras exprimant publiquement en 1903 son désaccord dans *La Libre Parole* sur le fait que l'antisémitisme pût être la pierre angulaire du redressement national. Drumont mettra autoritairement fin aux articles de Maurras sur le sujet. Alors « *délire paranoïaque* » ou héritage dépourvu de tout caractère « *obsessionnel* » ? De même, sur la question de la xénophobie et du populisme, le Huguenin nouveau n'évite pas la facilité de mauvais journaliste d'une comparaison avec le... lepnisme (109), se demandant dans un anachronisme qui n'honore jamais l'intelligence, ce que Maurras « *aurait exprimé face à l'immigration maghrébine* ». Il découvre que, journaliste avant tout, son « *discours [...] entremêle, notamment dans les ar-*

PARIS

Vente de livres au profit du journal

Samedi 10 décembre de 14 heures à 19 heures
Dimanche 11 décembre de 10 heures à 19 heures



Dans les bureaux de l'Action française,
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er}
(métro Palais-Royal)

**Grand choix de livres d'histoire
et de politique contemporaine**

- o Livres reliés de Maurras, Bainville, Daudet
- o Éditions originales brochées
- o Livres neufs et d'occasion

Pour tout renseignement : 01 40 39 92 04



À lire et à offrir

Depuis qu'elle a été fondée
en 1899, l'école d'Action
française a produit un
nombre considérable d'ou-
vrages de critique histo-
rique, politique, littéraire,
qui, ensemble, constituent
un trésor.

Ils contiennent une abon-
dante matière de réflexions
qui permettent de com-
prendre non seulement l'his-
toire du XX^e siècle mais aussi
les événements que nous vi-
vons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages
ont été sélectionnés pour
faire l'objet d'articles publiés
dans L'Action Française 2000
en 2004 et 2005. Tel quel, ce
recueil d'articles permet de
comprendre l'originalité de la
pensée politique de l'Action
française dont les années ont
confirmé la solidité.

À travers les études publiées,
le lecteur se familiarisera
avec la pensée de Jacques
Bainville, Augustin Cochin,
Léon Daudet, Pierre Gaxotte,
Pierre Lasserre, Charles Maur-
ras, Léon de Montesquiou,
Maurice Pujo, le marquis de
Roux, Henri Vaugeois. □

✓ Sous la direction de Pierre Pujo,
Le Trésor de l'Action française,
éditions de l'Âge d'homme,
138 p., 19 euros ; disponible à
nos bureaux, 10 rue Croix-des-
Petits-Champs, 75001 Paris ;
22,11 euros franco (chèque à
l'ordre de la PRIEP).

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

**Président du Comité
directeur d'AF**
Stéphane Blanchonnet
Secrétaire général
Olivier Perceval
**Secrétaire général
adjoint**
Romain Hellouin

Trésorier
Giovanni Castelluccio
**Secrétaire
administratif**
Marie-Suzanne
de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste
de l'Aviath
**Responsable
opérationnel**
François Bel-Ker

Conférences Cercle de Flore

□ Le mercredi 14 décembre, pour
sa troisième conférence de l'an-
née, le cercle de Flore reçoit
l'abbé Guillaume de Tanoüarn, qui
évoquera le cahier de l'Herne
consacré à Charles Maurras, aux
côtés de Frédéric Rouvillois et Axel
Tisserand. *Rendez-vous à 19 h 15
dans les bureaux de l'Action fran-
çaise, 10 rue Croix-des-Petits-
Champs, Paris 1^{er} (métro Palais-
Royal). Entrée libre.*

□ Le mercredi 3 février 2012, le
cercle de Flore accueillera Jean
Sévillia, qui nous présentera son
dernier ouvrage, *Historiquement
incorrect* (éditions Fayard, 360 p.,
20 euros), évoqué en page 16 de
ce numéro. *Rendez-vous à 19 h 15
dans les bureaux de l'Action fran-
çaise, 10 rue Croix-des-Petits-
Champs, Paris 1^{er} (métro Palais-
Royal). Entrée libre.*



Ventes à la criée



□ PARIS - Pour rejoindre les
équipes de vente du journal,
prenez contact avec Antoine
Desonay : antoine.desonay@
actionfrancaise.net



Le nouvel insigne de l'AF est disponible

**Vous pouvez
le commander
dès maintenant.**



□ L'insigne blanc est le nouvel
insigne officiel du mouvement. Son
prix est de 10 euros (chèque à
l'ordre du CRAF, 10 rue Croix des
Petits Champs, 75001 Paris).

□ L'insigne bleu est celui des ven-
deurs volontaires et des militants
méritants. Il peut être remis, de

manière officielle, par un cadre
du mouvement lors d'un évène-
ment de section (fête de Jeanne
d'Arc, 11 novembre, etc.), fédé-
ration (meeting, session, etc.) ou
national (banquet, fête de Jeanne
d'Arc, CMRDS, etc.). Cet insigne
ne peut être vendu.

□ L'insigne rouge est celui des
cadres du mouvement. Le secré-
taire-général est le seul à pouvoir
donner cet insigne.

» RENDEZ-VOUS

□ **Catholiques pour les liber-
tés économiques (CLE)** -
Conférence-débat le jeudi
8 décembre : "Faut-il sortir
de l'euro ?" Réunion animée
par Jean-Jacques Rosa, pro-
fesseur émérite des universi-
tés. À 18 h 30, salle de
l'Asiem, 6 rue Albert de Lap-
parent, Paris 7^e (métro Sèvres
Lecourbe). Participation :
15 euros.

Prochains cercles d'études

□ PARIS - Prochains cercles
d'études animés par Pierre De-
meuse les mercredis 7 décembre
et 4 janvier. *Rendez-vous à 18 h
30 dans les bureaux de l'Action
française, 10 rue Croix-des-Pe-
tits-Champs, Paris 1^{er} (métro Pa-
lais-Royal). Entrée libre.*

□ GRENOBLE - Le cercle Philis de
la Charte se réunira pour évoquer
"la monarchie" le jeudi 5 janvier
à 21 heures. *Renseignements :
grenoble.etudiants@actionfrancaise.net*



Un blog incontournable

□ Plusieurs articles sont publiés
tous les jours sur le blog du Centre
royaliste d'Action française.
S'ajoutent à des renvois vers
d'autres médias, des contributions
originales viennent commenter
l'actualité. Vous y retrouverez en
outre un compte rendu des
activités du mouvement d'AF.
Rendez-vous à cette adresse :
www.actionfrancaise.net



□ JEAN SÉVILLIA

Un historien incorrect

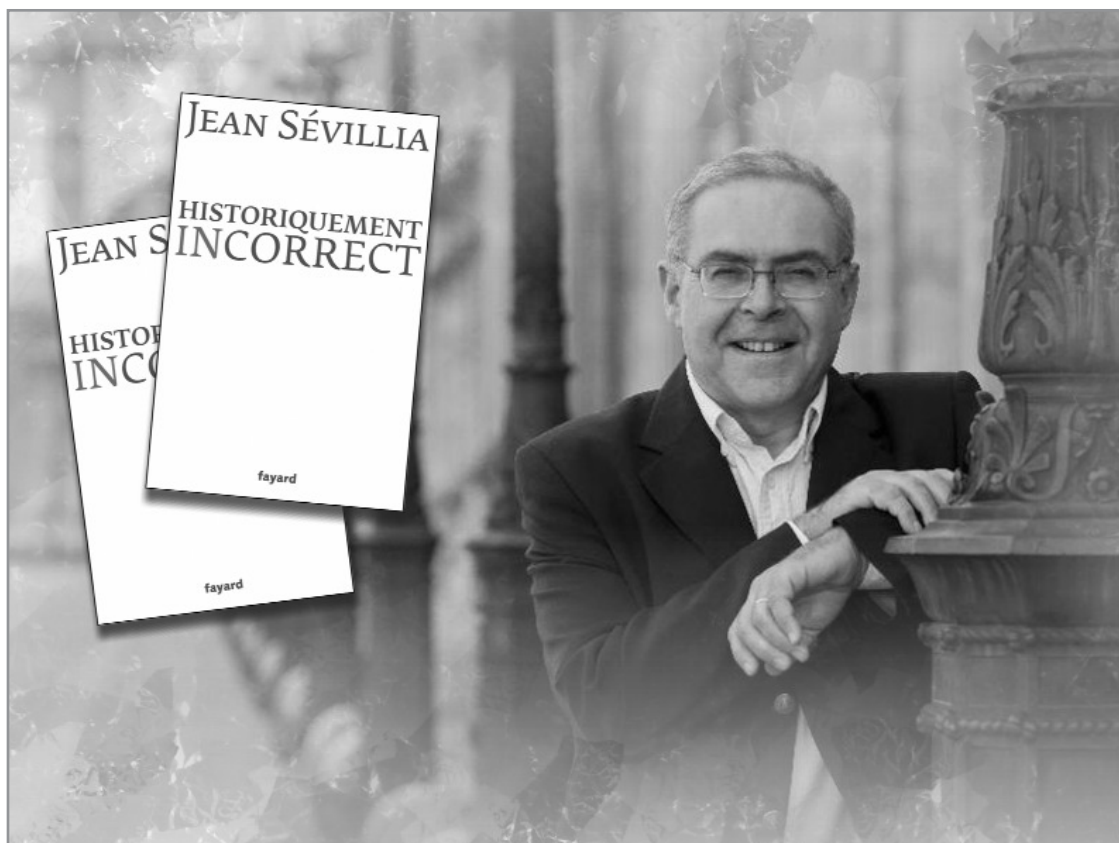
Historien, rédacteur en chef adjoint du *Figaro Magazine*, Jean Sévillia publie un ouvrage érudit, argumenté et très accessible contre les falsifications de l'Histoire depuis le rôle de l'immigration dans la construction de la France jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale en passant par les relations entre l'Église et la science.

□ *L'Action Française* 2000 - Depuis *Le Terrorisme intellectuel* (Perrin, 2000), vous poursuivez une œuvre de démystification du politiquement, de l'historiquement et du moralement correct. Comment expliquez-vous leur emprise sur notre société ?

□ Jean Sévillia - La manipulation des esprits par l'idéologie officielle ne date pas d'aujourd'hui. L'école de Jules Ferry, derrière sa neutralité apparente, développait un projet éminemment politique : former des citoyens républicains échappant à l'influence de l'Église. Mais le politiquement correct a pris tant d'importance, aujourd'hui, parce qu'il se situe à un carrefour. Évolution de l'idéologie dominante en premier lieu. Les années d'après-guerre ont été dominées, dans le milieu intellectuel, par le communisme version soviétique. Après le choc de 1956 - le rapport Khrouchtchev, la révolte de Budapest écrasée dans le sang -, de nombreux intellectuels rompent avec le PC tout en restant marxistes. Le tiers monde, dans les années 1960, sert d'exutoire à leur espoir : c'est de Chine ou de Cuba que viendra la révolution.

Suit Mai 68, qui est, en dépit des apparences, une révolte individualiste contre les deux puissances de l'époque : l'État gaulliste et le Parti communiste. Les idées de Mai touchent toute la société. À droite, le giscardisme en sera l'héritier, avec ses réformes sociétales directement issues de 68. À gauche, le PC entame son déclin, qui mettra quinze ans à s'accomplir. À la patrie, paradigme gaulliste, la droite préfère le libéralisme. À la révolution, paradigme marxiste, la gauche préfère désormais les droits de l'homme, la liberté de l'individu. À la fin des années 1980, quand le système soviétique s'effondre, la gauche est déjà ralliée aux lois du marché, et la droite a adopté la révolution des mœurs venue de la gauche.

D'où une convergence entre droite et gauche, dans les années 1990, qu'on a appelée le libéralisme libertaire, nourrissant une vision commune de l'homme et de la société. La planète est un marché, le monde est une sphère de libre-échange humain, matériel, financier et culturel, où les frontières doivent tomber parce que les concepts de nation ou de civilisation sont caducs. Toutes les cultures se valent, l'individu est libre de choisir ses idées et ses valeurs, débarrassé des références dogmatiques et religieuses. Tel est le fond de sauce du politiquement correct qui peut accommoder tous les plats, mais avec des variantes et des nuances dans le dosage selon le lieu et le moment.



L'emprise de ces idées sur la société s'explique par le fait qu'elles rencontrent une sorte de consensus chez les élites médiatiques et culturelles qui les assèment au nom du magistère moral qu'elles croient détenir. Les élites politiques partagent cette idéologie dans leur majorité ; si ce n'est pas le cas, leur outillage intellectuel, doctrinal, moral et spirituel est si faible, dans l'ensemble, qu'elles ne voient rien à y opposer et qu'elles cèdent devant, par ignorance ou par lâcheté.

Une torsion du réel

□ Par quels processus intellectuels la très anglo-saxonne *correctness* se manifeste-t-elle ?

□ Le politiquement correct est une torsion du réel, une manipulation des faits, pratiquée dans le but de faire concorder l'idéologie dominante et l'apparence de la réalité. Dans le cas de l'Histoire, qui est l'objet d'étude de mon livre *Historiquement incorrect* après l'avoir été d'*Historiquement correct*, le politiquement correct ne cherche pas à approcher le passé, à l'expliquer, mais à lui faire dire quelque chose pour aujourd'hui. L'historiquement correct, au fond, est l'expression d'un message destiné à nos contemporains : ce n'est pas une démarche scientifique de compréhension du passé, c'est une démarche idéologique d'instrumentalisation du passé.

Concrètement, sur le plan de la méthode, le phénomène se traduit par trois procédés majeurs. En premier lieu l'anachronisme : on juge le passé en lui appliquant les critères politiques, moraux, mentaux et culturels d'aujourd'hui. En deuxième lieu le manichéisme :

l'histoire est ainsi interprétée comme la lutte du bien et du mal, mais un bien et un mal qui sont définis selon les normes actuellement dominantes. En troisième lieu l'esprit réducteur : alors que l'histoire est toujours le lieu de la complexité, où les causes et conséquences s'enchevêtrent dans un écheveau qu'il faut démêler avec prudence et sans *a priori*, le politiquement correct gomme cette complexité au profit d'une lecture monocausale des événements, toujours conduite selon le fil rouge de deux ou trois idées extraites du *corpus* idéologique contemporain, comme l'intolérance ou le racisme, qui finissent par occuper tout l'espace, faussant à l'évidence l'interprétation de la réalité.

□ Pourquoi le christianisme et, singulièrement, le catholicisme font-ils directement ou indirectement l'objet des principales attaques des nouveaux cagots ?

□ Plusieurs strates idéologiques se superposent ici. Un fond d'anti-christianisme qui est latent ou explicite, dans les milieux intellectuels occidentaux, depuis le XVIII^e siècle et la Révolution française. Un fond d'anticléricisme à l'ancienne qui persiste, singulièrement en France, en dépit de ce qu'on a pu nommer le compromis laïque qui a été conclu entre l'Église et la société civile, après le choc de 1905, dans l'entre-deux-guerres et surtout après 1945. Bouffer du curé, à gauche, est un réflexe conditionné que n'ont pas effacé les années où les chrétiens progressistes ou même marxistes avaient le vent en poupe. Cet anticléricisme s'est réveillé sous Jean-Paul II, et se poursuit sous Benoît XVI, mais sur d'autres

bases. Alors que l'assiette chrétienne ne fait que se réduire en Europe occidentale et en France en particulier, du fait de la déchristianisation et de la sécularisation de notre société, et alors que nous traversons une époque de relativisme total, l'Église reste la seule institution qui défend l'idée selon laquelle il existe une objectivité du bien et du mal. Par ailleurs, alors que nous sommes dans un univers de dérégulation, l'Église dispense également un enseignement social qui rappelle que l'argent est un moyen et non une fin, et que le bien commun ne peut naître du seul respect des lois du marché.

Anticléricisme

Ainsi donc, en ce début du XXI^e siècle, un nouvel anti-christianisme ou un nouvel anticléricisme se lève parce que le catholicisme constitue un obstacle au libéralisme libertaire, idéologie dominante du moment. Il est donc logique qu'il devienne la cible du politiquement correct. Il faut être conscient que cela ne va pas s'arrêter, d'autant moins que le catholicisme - ce n'est pas contradictoire avec ce que je viens d'énoncer quant à son recul sociologique - est en même temps reparti de l'avant, avec de nouvelles générations qui n'ont pas les mêmes réflexes que leurs aînées, et qui n'ont pas peur de s'affirmer catholiques.

□ Les questions religieuses sont d'une manière ou d'une autre présentes dans chacun des dix chapitres qui composent votre ouvrage. Leur accordez-vous une valeur décisive, et pourquoi ?

□ Je leur accorde en effet une valeur décisive. Je pense que la crise de notre société est en profondeur une crise spirituelle, ou du moins une crise du vide spirituel. Sans faire d'angélisme et sans considérer que les questions financières et monétaires sont secondaires, il est quand même frappant de constater à quel point la spirale dans laquelle nous sommes engagés depuis quelques années, notamment depuis 2008, révèle la place occupée par l'argent dans l'esprit contemporain. Je ne dis pas que si le scénario le pire se produit, une crise systémique entraînant l'effondrement de notre économie, ce sera sans importance. Aujourd'hui, toutefois, tout se passe comme si perdre de l'argent, c'était tout perdre. En creux, cela révèle tout ce à quoi nos contemporains ne croient plus.

Retour du religieux

Ce vide, cependant, n'est pas naturel, car l'homme est naturellement un être religieux. Les divinités du temps sont l'argent et le sexe, mais cela ne pourra pas durer, tout simplement pour des raisons anthropologiques. Les reconstructions de demain, *a contrario*, s'opéreront dans un contexte où le religieux comptera. Ne fût-ce qu'à cause de la place grandissante de l'islam dont l'espace européen. Être chrétien, ce n'est pas une identité : c'est une grâce personnelle conférée par le baptême et fécondée par la foi. Mais les civilisations et les nations, réalités collectives, possèdent une identité. Or historiquement, la civilisation occidentale et la nation française sont liées au christianisme.

□ Quelles réformes - morales, politiques, spirituelles - vous sembleraient impératives pour stopper la propagation de... la propagande ?

□ Définissons-nous de l'illusion selon laquelle un coup de baguette magique résoudra la question. Vous le dites vous-même : le problème se situe à la charnière du politique, du moral et du spirituel. Dans cette mesure, il s'agit d'un combat de longue haleine, dont on ne voit pas forcément l'issue à vue humaine. Ce n'est pas une raison pour se décourager, moins encore pour capituler. D'autant que des victoires peuvent être remportées. Songez combien la vérité sur les guerres de Vendée, occultée depuis l'origine, a avancé en vingt-cinq ans, grâce aux travaux de Reynald Secher et d'autres historiens comme Alain Gérard. Considérez comme la vérité sur Katyn a fini par s'imposer, même s'il faut lutter pour la faire connaître. Il n'existe donc pas de fatalité. Pour mener le combat contre le politiquement correct, il faut de la détermination, du courage, de la volonté, mais aussi de l'intelligence, de la patience et du travail. Beaucoup de travail. ■

Propos recueillis par Louis Montarnal

✓ Jean Sévillia, *Historiquement incorrect*, éditions Fayard, 360 pages, 20 euros.